



Algérie - Arabie Saoudite

HISSER LA COOPÉRATION MILITAIRE

Page 24

LE JEUNE

N° 7811— MERCREDI 7 FÉVRIER 2024

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

Conseil de sécurité

L'ALGÉRIE APPELLE À UN CESSEZ-LE-FEU À GAZA

Page 3

LE PLAIDOYER DE L'ALGÉRIE

PAS DE MERCENAIRES EN LIBYE !



De nombreux pays ont injecté des miliciens, des combattants étrangers ou des mercenaires dans la guerre pour la prise du pouvoir en Libye opposant les troupes du Gouvernement d'union nationale (GNA) basées à Tripoli et celles du maréchal Khalifa Haftar qui contrôlent l'est du pays .

Page 3

MINES ET GESTION DES DÉCHETS

L'USTHB signe quatre conventions-cadres

Page 2

STATUT PARTICULIER DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES

Le nict du syndicat à la fonction publique

Page 5

ATELIERS À L'UNIVERSITÉ

Le théâtre, de la scène à l'amphi

Page 9

Signature d'une convention de partenariat

L'UNIVERSITÉ Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou a signé, hier, une convention de partenariat avec la start up « Kheliha alina », spécialisée dans l'offre de services. Cette convention a été signée par les deux parties dans l'espace de la salle de conférences de la faculté de médecine. Cette nouvelle convention constitue pour l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou sa 89e depuis 2022.

Le Pr Hocine Aouchiche, vice-recteur chargé des relations extérieures, la coopération, l'animation et la communication et des manifestations scientifiques, a souligné que « depuis 2022 à ce jour, l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou a signé 89 conventions avec des partenaires sociaux nationaux, des universités et grandes écoles algériennes et étrangères ».

De son côté le Pr Ahmed Bouda, recteur de l'université, a indiqué que « cette nouvelle convention est une autre opportunité pour notre université d'élargir son ouverture vers son environnement socio-économique ». Il a indiqué également que « cette convention est un moyen d'offrir à nos étudiants et chercheurs un centre d'intérêt dans le domaine du numérique ».

Enfin, le Pr Ahmed Bouda a exprimé sa satisfaction en constatant que les initiateurs et les promoteurs de cette start-up « Kheliha alina » sont des diplômés de l'institution qu'il dirige ». Quant à la gérante de « Kheliha alina », Mme Boussafer Kaced Massilia, « Cette convention permet à sa start-up d'avoir plus de visibilité, mais aussi d'attester que l'abnégation d'un étudiant est un aboutissement de tout un processus de formation ».

De notre bureau, Saïd Tisseguine

MINES ET GESTION DES DÉCHETS

L'USTHB signe quatre conventions-cadres

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) a signé, hier à Alger, quatre conventions-cadres, dont trois avec des organismes représentant le secteur minier (ORGM, ASGA, ENOF) et une autre avec l'Agence nationale des déchets (AND), en vue de développer la coopération entre l'université et les entreprises économiques.

Dans son intervention, le Pr Djamel-Eddine Akretch, recteur de l'USTHB, a affirmé que « ces conventions s'inscrivent en droite ligne avec la nouvelle stratégie de l'université, qui ne se limite plus à l'enseignement théorique et à la délivrance des diplômes mais vise plutôt à s'ouvrir à l'environnement économique en formant des cadres et des compétences qui répondent aux besoins des entreprises économiques ». Il a ajouté que ces conventions permettent aussi aux étudiants de l'USTHB de bénéficier de stages de fin d'études au sein de ces organismes.

La première convention a été signée entre l'USTHB et l'Office des recherches géologiques et minières (ORGM) de Boumerdès, représentée par son président-directeur général, Yahia Azri. La deuxième convention est un partenariat entre l'USTHB et l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA) d'Alger, représentée par la présidente du comité de direction, Karima Bakir-Tafer. Quant à la troisième convention, elle a été paraphée par l'USTHB et l'Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles (ENOF) d'Alger, représentée par son président-directeur général, Fatah Drifi, alors que la quatrième porte sur un partenariat avec l'Agence nationale des déchets (AND) d'Alger, représentée par son directeur général, Mohamed Karim Ouamane. Le recteur de l'USTHB considère que ces conventions de partenariat sont très importantes pour le secteur des mines, qui contribuera à la diversification de l'économie du pays du fait de son rôle dans la création de la richesse, à travers la garantie de la matière première des industries manufacturières et la réalisation du



développement durable. Il a souligné, dans ce sens, que ces conventions ne resteront pas lettres mortes mais seront appliquées sur le terrain, à travers la concrétisation de projets importants, rappelant le projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet, qui connaîtra « une véritable relance ».

« Pour une meilleure exploitation de toutes ces richesses minières, il faudrait maîtriser les nouvelles technologies. L'USTHB est prête à agir dans ce sens à travers l'ensemble de ses facultés, chacune avec son domaine », a-t-il insisté. Les responsables des quatre organismes publics ont mis en avant l'importance d'établir ce genre de conventions pour exploiter les compétences nationales,

produit de l'université algérienne, dans la réalisation et la concrétisation de divers projets, notamment dans le secteur minier.

Ils ont ajouté que la collaboration avec l'USTHB ne leur sera que bénéfique, à travers la concrétisation d'importants projets de recherche lancés par l'Etat dans le secteur minier.

Il convient de souligner que la cérémonie de signature s'est déroulée à l'USTHB, en présence du recteur de l'université, Djamel Eddine Akretche, accompagné de ses vice-recteurs et des doyens des différentes facultés, ainsi que les premiers responsables de l'ORGM, l'ASGA, l'ENOF et l'AND.

Lynda Louifi

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

L'Algérie renforce son arsenal juridique

LE MINISTRE de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présenté, hier, un projet de loi visant à modifier et compléter l'Ordonnance n° 66-156 portant Code pénal, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN). Tabi a souligné que cette initiative témoigne de l'engagement profond de l'Algérie dans la lutte internationale contre diverses formes de criminalité grave, en particulier le crime organisé et le terrorisme. Ce projet de loi, qui découle des orientations du président de la République, vise à renforcer le cadre juridique algérien pour faire face aux défis posés par la criminalité contemporaine. Diverses mesures ont été mises en place pour combattre efficacement le crime organisé, le terrorisme, la corruption, le sabotage économique et l'espionnage pour des parties étrangères. Selon le ministre, « de nombreuses dispositions prévues dans le projet de loi ont été introduites suite aux orientations du président de la République, notamment concernant la question de la protection du gestionnaire afin de relancer l'économie et booster le développement, la protection des personnels de sécurité dans la lutte contre la criminalité et la divulgation de documents relatifs à la sécurité, à la défense et à l'économie nationale ».

Un autre aspect notoire de ce projet de loi

concerne l'article 119 bis qui traite de la prévention et de la lutte contre la corruption. Le ministre de la Justice a souligné que cet article n'a pas été modifié en raison de son ancrage juridique dans la convention des Nations unies contre la corruption. Il a précisé que cet article définit les faits constituant les crimes de corruption et ne comportant pas des actes similaires à celles prévues dans l'article 119 bis.

Le ministre a affirmé que le crime stipulé dans l'article 119 bis, est une infraction intentionnelle à laquelle ont été introduits des éléments objectifs liés au non-respect des lois et/ou des règlements, et/ou des règles applicables pour constituer une faute pénale. Selon lui, la différence est, ainsi, claire entre celle-ci et l'erreur de gestion sachant que les instances sociales émettent un avis sur la nature des actes commis, s'ils relèvent de la gestion.

« Le pouvoir discrétionnaire du juge est déterminé par la disponibilité des deux éléments cités », a-t-il dit. L'article 119 bis modifié stipule que « tout agent public, conformément à la loi sur la prévention et la lutte contre la corruption, qui aura intentionnellement provoqué, en raison de l'inobservance des lois et/ou des règlements et/ou des normes de sécurité applicables, le vol, le détournement, la dilapidation de deniers publics ou privés ou autres effets

(documents, titres, actes) qui étaient entre ses mains du fait de sa charge, sera puni d'une peine de prison allant de trois à cinq ans et d'une amende de 300 000 DA à 500 000 DA ».

Pour ce qui est de la légitime défense des agents de la force publique prévue dans l'article 149 bis 24 et des garanties de l'application correcte de cet article, le ministre a cité « la hausse étonnante et inédite des cas d'outrage à l'égard des agents de la force publique lors de l'accomplissement de leurs missions », faisant état "de 998 affaires en 2022 et 1.475 durant le premier semestre de 2023, au niveau des juridictions ». Ce type de crimes, poursuit-il, a incité le président de la République à « donner des instructions pour assurer, impérativement, protection aux agents de la force publique lors de l'exercice de leurs missions, à travers des mécanismes et des moyens, dont la protection juridique, en vue de leur permettre de s'acquitter de leurs missions ».

« La pratique juridictionnelle en la matière condamne, dans la plupart des cas, les agents de la force publique qui recourent à la force pour riposter aux agressions commises à leur encontre ou sur autrui, ces dernières nécessitant l'application des dispositions de la légitime défense à l'exception de certains cas ».

Dans ce cadre, le ministre de la Justice a fait savoir que cet article prévoyait des règles pour l'application des dispositions de légitime défense par les agents de la force publique, en conférant, notamment au pouvoir judiciaire, à titre exclusif, le pouvoir d'établir les cas de légitime défense à travers les enquêtes diligentées par ce dernier, qui, dispose, pour ce faire, d'attributions élargies lui permettant de découvrir la vérité, outre l'instruction qui demeure totalement indépendant de l'enquête préliminaire menée par les officiers de police judiciaire. Tabi a, par là même occasion, fait savoir que le Gouvernement s'attélait à « la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire pour les caméras portatives, qui ont fait leurs preuves dans les Etats l'ayant adopté » en ce sens qu'elles permettent de « prouver les dépassements dont l'auteur serait aussi bien les agents de la force publique que les criminels, et ce, de manière transparente ». Concernant la mendicité des enfants dans le cadre d'un groupe criminel organisé, la nouveauté dans ce projet consiste en l'introduction de la mendicité avec mineur ou de son exposition à la mendicité dans le cadre d'une bande criminelle organisée, a indiqué le ministre, ajoutant que ce projet de loi prévoyait une peine de prison allant de 5 à 10 ans.

M. D.

PLAIDOYER DE L'ALGÉRIE

Pas de mercenaires en Libye !

L'ingérence étrangère, la présence de milices armées et notamment des milliers de mercenaires ont exacerbé les tensions en Libye et créé de nouvelles fractures politiques et sociales. C'est cette vérité que l'Algérie ne cesse d'affirmer dans les différentes rencontres internationales, appelant à la nécessité du retrait complet des forces étrangères et des mercenaires du territoire libyen. L'Algérie soutient, ainsi, que la résolution de la crise dans ce pays voisin ne peut provenir que des Libyens eux-mêmes.

Dans une allocution lue en son nom par le premier ministre Nadir Larbaoui, à l'ouverture de la réunion du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye à Brazzaville (Congo), Abdelmadjid Tebboune a considéré que la présence militaire étrangère est un facteur qui entrave le retour de la paix et la sécurité dans ce pays. Il a mis l'accent sur l'impératif du « retrait de tous les mercenaires sans exception ». De nombreux pays ont injecté des miliciens, des combattants étrangers ou des mercenaires dans la guerre pour la prise du pouvoir en Libye opposant les troupes du gouvernement d'union nationale (GNA) basées à Tripoli et les troupes du maréchal Khalifa Haftar qui contrôlent l'est du pays. La Turquie avait officiellement reconnu en 2021 avoir déployé quelque 20 000 combattants venus principalement de Syrie pour soutenir le GNA installé à Tripoli menacé par les troupes de Haftar appuyées par les mercenaires de l'Ex Wagner (African Corps) et les Janjawides soudanais. Pour le président Tebboune, le recours à la force en Libye « ne fera qu'exacerber la crise, mettra en péril l'avenir du peuple libyen qui sera ainsi privé de son droit à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité, et entraînera la détérioration de la situation dans cette région ».

Pour Tebboune, la Libye est « devenu malgré lui un repaire des milices armées, des groupes terroristes et des réseaux criminels de trafic d'armes et de drogues et un passage pour la migration clandestine ».

Il s'agit d'une situation explosive et presque incontrôlable, source de menaces et de périls sur la région nord-africaine et sur toute la bande sahélo-saharienne, que le chef de l'Etat n'a pas manqué de souligner, réitérant son appel à « toutes les parties étrangères concernées par la question libyenne à adhérer à ce processus constructif et à s'engager à respecter la souveraineté de la Libye, son unité territoriale et l'indépendance de sa décision ».

Il a soutenu, par ailleurs, dans le même sillage que « le règlement définitif de la crise libyenne ne saurait être concrétisé qu'à travers un



processus qui consacre le principe de la souveraineté nationale et dans lequel les frères libyens prennent les choses en main, mais aussi un processus qui préserve leur droit authentique à la gestion et à l'exploitation des richesses de leur pays à même de leur garantir la stabilité, le développement et la prospérité ». Le président de la République a affirmé « encourager le peuple libyen à déterminer son avenir et à dépasser l'impasse actuelle à travers la reconstruction des institutions libyennes, asseoir son droit de choisir ses représentants et rétablir la paix et la sécurité ». Tebboune a réitéré l'appui de l'Algérie à la réconciliation nationale et à l'organisation des élections en Libye, assurant qu'elle n'épargnera aucun effort dans le cadre des missions de ce comité, en collaboration avec les organisations régionales et internationales concernées, en vue de contribuer à la réussite de cette démarche de réconciliation nationale escomptée. Par ailleurs, les travaux du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye ont pris fin, avant-hier soir à Brazzaville (Congo). Les participants ont appelé, dans leurs interventions, à appuyer le processus de réconciliation nationale en Libye et à mobili-

ser les moyens nécessaires pour la réussite de la conférence inclusive, prévue en avril prochain dans la ville de Syrte. Dans la déclaration finale, sanctionnant les travaux de ce sommet de Brazzaville, le Comité de haut niveau de l'Union africaine a insisté sur « le rôle crucial du processus de réconciliation nationale dans le cadre de l'instauration de la confiance et de la consolidation de la paix comme condition préalable aux élections ».

Les membres du Comité se sont en outre félicités des efforts du Conseil présidentiel libyen, à travers l'adoption « d'une vision stratégique nationale sur la réconciliation sur une base nationale », en sus de l'organisation de la première réunion préparatoire de la conférence inter-libyenne, du 8 au 12 février 2023 à Tripoli, ainsi que des concertations approfondies tenues dans différentes régions par le groupe de l'Union africaine (UA), sous la conduite du ministre congolais des Affaires étrangères. Les membres du Comité ont salué également la décision du président du Conseil présidentiel libyen portant création, dans les meilleurs délais, d'une haute commission de réconciliation nationale.

Mohamed Kouini

CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie appelle à un cessez-le-feu immédiat à Gaza

LA PREMIÈRE étape vers la réalisation de la paix et la stabilité au Moyen-Orient passe par un cessez le feu immédiat dans la bande de Gaza. C'est ce qu'a déclaré le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, Amar Bendjama.

S'exprimant lors d'une réunion avant-hier du Conseil de sécurité de l'ONU sur « Les menaces contre la paix et la sécurité internationales », M. Bendjama a déclaré que « le Moyen-Orient est au bord du précipice d'effondrement », soulignant, dans ce contexte, que « les récentes frappes aériennes visant l'Irak et la Syrie ce week-end risquent d'aggraver encore davantage une situation déjà précaire. Cela pourrait potentiellement nous conduire vers une nouvelle escalade ».

Dans ce contexte, « nous réaffirmons notre soutien constant à la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de l'Irak et de la Syrie », a-t-il poursuivi avant d'ajouter : « Les peuples frères de Syrie et d'Irak méritent de vivre dans la paix et la prospérité ».

Compte tenu de ces circonstances critiques, l'Algérie appelle « à la retenue et à éviter toute escalade », a encore dit l'ambassadeur car, « la région ne peut pas supporter le poids de tensions supplémentaires, et nous croyons fermement que la force n'est pas et ne sera jamais un moyen de parvenir à la paix et à la stabilité ».

Le diplomate a, mis en garde, dans ce contexte, que « l'histoire atteste que la force ne provoque que la ruine, l'instabilité et entretient l'animosité ».

« Aujourd'hui, nous plaçons en

faveur du dialogue et de l'action collective pour aplanir nos différences et favoriser une prospérité partagée », a-t-il affirmé, appelant, dans ce sens, à « laisser de côté les notions de violence et de dissuasion » et « à travailler main dans la main vers un Moyen-Orient apaisé ».

Pour Bendjama, « une véritable stabilité au Moyen-Orient nécessite une approche globale des causes profondes qui sous-tendent l'instabilité. Nous devons investir dans des solutions à long terme pour éviter de nouvelles souffrances et ouvrir la voie à une paix durable dans la région ». Evoquant par ailleurs, la situation à Gaza, théâtre d'agressions sionistes barbares depuis le 7 octobre 2023, le représentant de l'Algérie à l'ONU a réaffirmé que « la question palestinienne constitue la pierre angulaire de

cette entreprise ».

« Dès le début de l'agression contre le peuple palestinien, en particulier dans la bande de Gaza, l'Algérie a, à plusieurs reprises, tiré la sonnette d'alarme sur le risque de débordement régional », a-t-il tenu à rappeler. « Malheureusement, la situation s'est transformée en une réalité dévastatrice, nous obligeant à redoubler d'efforts pour mettre un terme à l'escalade dans l'ensemble de la région. Les habitants de cette région, comme tous les habitants du monde, aspirent à la paix, au développement et à la prospérité », a-t-il enchaîné. Et de conclure : « Il est grand temps que ce berceau des civilisations retrouve sa stabilité. La première étape vers cet objectif réside dans un cessez-le-feu immédiat à Gaza ».

Hachemi B.

L'AMBASSADEUR DE PALESTINE :

«La révolution algérienne, un exemple pour les Palestiniens»

L'AMBASSADEUR de la Palestine en Algérie, Fayed Abu Aita, a affirmé hier, à partir de Blida où il était l'invité d'un forum organisé par l'Association des journalistes et correspondants de la wilaya, que « l'Algérie est un porte-voix pour la Palestine et pour la légitimité internationale de la cause palestinienne ».

Affirmant que le peuple algérien a toujours été aux côtés du peuple palestinien, il a souligné que l'Algérie est à l'avant-garde et occupe « une grande place dans l'âme de chaque Palestinien ». Il a ajouté apprécier les efforts déployés par l'Algérie pour la réalisation de l'unité nationale palestinienne, indiquant que « l'Algérie est consciente de l'importance de cette dernière ». Dans ce sens, « les Palestiniens ont pris comme exemple la révolution algérienne qui a été fondée sur l'unité du peuple algérien, de ses factions et de la résistance algérienne », a déclaré l'ambassadeur, soulignant que l'Algérie a contribué au maximum à réduire les divergences palestiniennes. « Dans ce combat contre l'ennemi, il n'y a plus de place pour le désaccord et le déséquilibre qui sont déjà derrière nous puisque notre peuple se fait massacrer au quotidien », a-t-il indiqué. Dans le même contexte, le diplomate palestinien a souligné : « Nous savons que la cause palestinienne pour l'Algérie est une question centrale et vitale, et les deux pays partagent la même histoire et les mêmes victoires », a déclaré l'ambassadeur, tout en rappelant le rôle que l'Algérie assurera en sa qualité de membre du Conseil de sécurité.

Lors de son intervention au forum, Abu Aita a vivement salué le geste du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lorsqu'il a donné des instructions pour le versement d'une prime à tous les étudiants bloqués financièrement à cause de la guerre. « Cette prime est conséquente et l'Algérie n'a jamais refusé les aides demandées au peuple palestinien », a-t-il affirmé. Concernant le rôle joué par la presse algérienne, l'ambassadeur a répondu, avec un soupir, que « c'est la seule presse avec son professionnalisme et son attachement à la cause palestinienne qui a mis à nu les mensonges relayés par les médias occidentaux ». Répondant à une question sur l'unité palestinienne, l'ambassadeur a souligné que le peuple palestinien est uni sur le terrain et que sa revendication est celle de mettre fin à la guerre. Il n'accepte aucune solution à Gaza en dehors de la solution globale. Emu, l'ambassadeur palestinien a réitéré « sa gratitude pour les efforts de l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et pour son soutien à la cause palestinienne ».

T. Bouhamidi

SALON INTERNATIONAL À CONSTANTINE

Constructions modernes et nouvelles technologies à l'honneur

UNE CINQUANTAINE d'exposants représentant diverses entreprises économiques et industrielles proposeront des produits modernes et des moyens technologiques innovants à la 4e édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies «Builtec», prévu du 20 au 23 février à Constantine.

C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué des organisateurs. Selon M. Mohamed Seifeddine Salhi, responsable de l'entreprise «Media Smart», organisatrice de cet événement, la quatrième édition de «Builtec» s'inscrit dans le cadre du programme dédié à la célébration de la journée nationale de la ville (20 février de chaque année), et sera organisée sous la supervision du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, précisant que cette édition portera de nombreuses nouveautés, notamment la participation d'entreprises nationales leader dans le domaine de la fabrication de matériaux locaux utilisés dans le secteur de la construction et des énergies renouvelables, ainsi que la fourniture de moyens modernes et des technologies qui contribuent au développement de ce secteur en Algérie et à la préservation de l'environnement. M. Salhi a souligné que le Salon International «Builtec» repose sur deux axes principaux, à savoir le pavillon d'exposition, qui verra la présentation de produits exclusifs dans le but de promouvoir l'innovation et l'utilisation des technologies modernes, ainsi qu'un espace dédié aux conférences scientifiques, qui verra la présentation de 28 conférences animées par des enseignants chercheurs, des spécialistes et des experts nationaux et internationaux en la matière. Le volet scientifique du salon international «Builtec» comporte également l'organisation d'une journée d'étude en coopération avec l'association nationale des architectes sur «Les progrès technologiques dans les bâtiments modernes», ainsi que l'organisation d'une journée technique en partenariat avec l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) sur «l'efficacité énergétique dans le bâtiment», selon la même source. L'organisateur de ce salon a ajouté que le nombre de visiteurs de cette nouvelle édition devrait dépasser le seuil de 8.000 personnes, car elle ouvrira cette année la voie à la participation des conseils locaux de nombreuses wilayas affiliées au Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), ainsi que l'aménagement d'un espace consacré aux innovations et aux œuvres artistiques des architectes.

S. N.

7^e SOMMET DU GAZ À ALGER

Un suivi minutieux des préparatifs

LE MINISTRE de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, une délégation du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) conduite par son secrétaire général, Mohamed Hamel, dans le cadre du suivi des préparatifs du 7^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, les deux parties ont abordé les derniers préparatifs en cours du sommet, prévu à Alger du 29 février au 2 mars 2024. Les deux parties ont, en outre, passé en revue les objectifs stratégiques du GECF, en plus des voies de renforcement de la coopération scientifique et technologique entre ses Etats membres pour trouver des solutions et des innovations dans le domaine gazier, notamment à travers l'Institut de recherches sur le gaz (GRI) relevant du Forum et dont le siège est à Alger. A noter que le secrétaire général du GECF et la délégation l'accompagnant visiteront plusieurs sites concernés par l'événement et s'entretiendront avec nombre de responsables algériens à ce sujet.

4

NATIONALE

RÉUNION DE COORDINATION ENTRE FAID ET DERBAL

Lever les contraintes budgétaires sur les projets hydrauliques

En vue de lever les obstacles qui entravent le secteur de l'hydraulique et de réaliser les projets d'investissement, une réunion de coordination a été organisée, hier, entre le ministre des Finances, Laaziz Faïd, et le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, en présence des hauts responsables des deux départements ministériels. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

Au cœur des discussions, les contraintes liées aux aspects budgétaires, domaniaux et financiers ont été examinées en détail. Les représentants des deux ministères ont tenu compte de l'urgence de surmonter ces défis pour assurer un approvisionnement en eau adéquat aux citoyens dans un contexte mondial de stress hydrique.

Dans ce sillage, le ministère des Finances a souligné le caractère sensible du secteur hydraulique et a affirmé que celui-ci demeure une priorité absolue du gouvernement. Les intervenants ont discuté des meilleurs moyens d'accélérer l'utilisation des ressources financières déjà allouées pour surmonter les contraintes budgétaires identifiées afin d'assurer le lancement rapide et la réalisation de plusieurs projets structurants visant à renforcer les capacités du secteur et à améliorer ainsi l'approvisionnement en eau pour les citoyens.

A ce propos, Faïd a appelé les structures de son département à accompagner activement le secteur de l'hydraulique dans le cadre d'une collaboration intensive et efficiente afin de mettre en œuvre les réformes budgétaires. Selon la même source, cette démarche vise à optimiser l'utilisation des ressources disponibles, à garantir une allocation efficiente des fonds et à favoriser une gestion plus transparente et responsable des finances publiques.

En outre, les deux responsables ont exprimé leur engagement commun à collaborer pour développer des solutions adaptées afin d'améliorer la résilience du secteur



hydraulique face aux défis actuels. Aussi des initiatives spécifiques ont été discutées pour résoudre les contraintes liées aux aspects domaniaux concernant certains projets du secteur concerné.

Il convient de noter que cette initiative intervient dans le cadre de l'engagement des pouvoirs publics à réunir les conditions de la sécurité hydrique nationale et d'une collaboration intensive entre les secteurs afin d'assurer un accès à l'eau potable ainsi qu'au service d'assainissement pour tous les citoyens, même dans des périodes de sécheresse prolongée. Rappelant que l'Algérie est confrontée à un stress hydrique

important, pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis en place une stratégie pour assurer l'accès à l'eau potable, notamment en construisant des stations de dessalement d'eau de mer et en recyclant les eaux usées.

Actuellement, l'Algérie exploite 14 stations de dessalement d'eau de mer, avec une capacité de production de 1,5 million de mètres cubes par jour.

D'ici décembre 2024, cinq nouvelles stations de dessalement entreront en service, augmentant davantage le volume d'eau douce produite.

Rim Boukhari

SEMINAIRE NATIONAL À MEDEA

Vulgarisation de la loi sur le foncier économique

LES NOUVEAUTÉS introduites dans le nouveau système juridique relatif au foncier économique destiné à l'investissement ont été au centre des débats d'un séminaire national organisé, lundi, par la faculté de droit et des relations internationales de l'université Yahia-Farès de Médéa, en présence d'un panel d'enseignants et de spécialistes, de cadres du secteur de la justice, des représentants du corps de sécurité et des directeurs de l'exécutif.

Le séminaire s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités publiques en vue d'insuffler une plus grande dynamique au développement de l'investissement sur la base des nouvelles dispositions contenues dans la loi n° 23-17 fixant les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement. Retenu dans le cadre du programme d'activités 2023/2024

de la faculté, le séminaire a pour objet de permettre aux chercheurs, enseignants et praticiens du droit d'échanger sur la problématique posée par la loi relative au foncier économique et les nouveautés introduites pour booster l'investissement, a déclaré Haroun Arouane, doyen de la faculté de droit et des relations internationales de l'université Yahia Farès de Médéa.

«C'est pour répondre aux questions posées concernant ces nouveautés que la faculté a jugé nécessaire de contribuer au débat sur le sujet par des approches académiques combinées avec des remarques et des avis apportés par les praticiens et les spécialistes du domaine». Dans son intervention à l'ouverture des travaux du séminaire, Badis Mokhtar, SG de wilaya, a annoncé que plus de 195 ha de foncier économique sont versés au portefeuille foncier de la wilaya pour servir de terrains d'assiette à de nouveaux investissements dont les retombées contribueront au

développement de la wilaya et générer de nouveaux emplois.

Le même responsable indiquera que des mini-zones d'activités ont été créées pour accueillir des projets d'investissement et booster le développement dans la zone des Hauts-Plateaux, notamment à Aïn Boucif par l'affectation d'une superficie de 2,03 ha comptant 25 lots de 500 m2 chacun, à Ksar El Boukhari (Adjlana) d'une superficie globale de 1,47 ha répartie en 25 lots, en sus de l'important parc industriel situé à Ksar El Boukhari.

Rappelons que la nouvelle loi sus-citée fixe les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement prévoit d'importantes facilitations pour l'accès au foncier économique permettant d'assurer «un suivi et un accompagnement des investisseurs qui bénéficieront d'un cadre plus incitatif.

Nabil B.

STATUT PARTICULIER DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES

Le niet du syndicat à la Fonction publique

Le Syndicat national des médecins généralistes de la santé publique (SNMG/SP) a catégoriquement rejeté la version de leur statut particulier présentée par la fonction publique. C'est ce qu'a affirmé au Jeune Indépendant le président du syndicat, le Dr Abderrahmane Maskri.

Le président du SNMG/SP lance un appel au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour prendre en charge leurs doléances puisque leur statut devrait être incessamment promulgué. Il réclame la prise en charge de leurs revendications dans la mouture finale du statut particulier de la corporation tel que négocié avec le ministère de la Santé, et ce conformément aux directives du président de la République, qui a appelé à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des professionnels de la médecine.

Le Dr M. Maskri explique que suite à la lecture de la copie révisée du statut élaboré par la fonction publique, censée prendre en compte les propositions finalisées entre la commission de la révision des statuts particuliers du ministère de la Santé et le syndicat, il s'est avéré que «seulement 5 % de nos propositions ont été prises en compte». Il ajoute qu'il n'y a pas du tout de grand changement dans l'amendement des statuts tel que nous le revendiquons depuis des années. Bien au contraire, il y a même une certaine régression puisque nos droits ont été réduits alors que nos obligations ont été augmentées.

Le président du SNMG/SP insiste sur le fait que cette version de la révision du statut particulier telle que proposée par la fonction publique va aggraver les problèmes spécifiques à la carrière des médecins généralistes et, par ricochet, aggraver le phénomène de la fuite des médecins du secteur public vers le secteur privé et vers l'étranger.



Il tient à mettre en exergue que la consternation parmi les médecins généralistes est d'autant plus grande que la mouture envoyée à la fonction publique a été élaborée et validée en concertation avec le ministère de la Santé, et ce sur la base de toutes les dispositions légales telles que les circulaires, les arrêtés ou les décrets et les lois en vigueur.

Ainsi, la fonction publique n'a pas tenu compte de la principale revendication qui est la création d'un statut particulier pour les médecins généralistes. Le syndicaliste explique que le ministère avait validé cette proposition après avoir été convaincu par l'argumentaire présenté par le SNMG/SP.

Dans leur plaidoyer, les syndicalistes avaient souligné que les médecins généralistes ont un cursus universitaire de bac+7 et que ce n'est pas logique qu'ils soient intégrés dans un statut avec d'autres corps qui ont fait moins d'années d'études universitaires. De plus, le diplôme de médecin généraliste est délivré avec un diplôme de docteur en médecine et non de praticien, d'où l'impératif d'un statut correspondant à leur cursus. Pour cela, le SNMG/SP réclame que «les médecins généralistes soient classés dans un corps à part afin de créer les grades en fonction de notre corps et pouvoir ainsi intégrer les compétences et les formations post-graduation».

Il ajoute que l'objectif est «un changement en profondeur de l'évolution de carrière».

En termes de titre, le nouveau projet de statut particulier comporte la création du titre de «médecin référent». Ainsi, il est spécifié dans la version présentée à la fonction publique qu'au bout de cinq ans de pratique, tout médecin généraliste peut prétendre au titre de médecin référent. Mais la fonction publique n'a pas pris en compte cette proposition et a complètement occulté d'intégrer statutairement le titre de médecin référent.

Le Dr Maskri précise que le médecin référent existe dans la loi de la santé 2018 mais n'existe pas dans le statut particulier, d'où l'importance de l'intégration du titre de médecin référent dans les statuts particuliers pour qu'il soit rémunéré avec une bonification. De plus, à maintes reprises, ces derniers mois, le ministère de la Santé a souligné l'importance de la place du médecin référent dans le système de santé du fait que le médecin est celui qui va assurer le suivi du malade depuis les premiers symptômes jusqu'au parcours de fin de vie, rappelle le syndicaliste.

L'autre point de discordance par rapport à la nouvelle mouture des statuts particuliers est celui de la valorisation des compétences. Le syndicaliste explique qu'il n'y a pas de reconnaissance des certificats d'études supérieures, soulignant que cela risque fortement de démotiver les médecins quant à faire de la formation continue puisque cela n'ouvre pas droit à une rétribution ni à une valorisation de grade. Il rappelle que le ministère de l'Enseignement

supérieur reconnaît les CES mais la fonction publique ne reconnaît que les diplômes, pas les CES.

Il s'indigne également du fait que la revendication de la réglementation des heures de travail des médecins généralistes n'a pas été prise en compte. Pourtant, lors des négociations avec le ministère de la Santé, un consensus a été conclu pour la réglementation statutaire du volume horaire des heures de travail à 35 heures, incluant les heures de garde. Le président du SNMG/SP affirme à ce sujet qu'actuellement, beaucoup de médecins dans certains établissements travaillent plus de 70 heures par semaine. Il explique que du fait de la persistance d'un flou réglementaire, dans la majorité des cas, les médecins généralistes sont astreints à faire, en plus de leurs 40 heures de travail, trois ou quatre gardes. Par conséquent, il dépasse les horaires légaux de travail, souvent jusqu'à 70 heures par semaine. En outre, le texte émis par la fonction publique ajoute de nombreuses nouvelles tâches au médecin, sans oublier la mobilisation du médecin pour travailler en dehors de l'établissement d'origine, à tout moment, et ce sans aucune compensation financière. Face à cette situation, le SNMG/SP a transmis une réclamation officielle au président de la République, au chef du gouvernement, au ministère de la Santé et au secrétariat générale de la fonction publique rejetant la mouture telle que présentée par la fonction publique, appelant à prendre en compte la version élaborée avec le ministère de la Santé.

Sihem Bounabi

CONSEIL NATIONAL DU SATEF

Appel à la révision de la grille des salaires

A L'ISSUE d'une réunion de son conseil national, le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation (Satef) a rappelé les principales revendications des travailleurs du secteur, dont la plus importante est celle liée à l'amélioration du pouvoir d'achat à travers la révision de la grille des salaires et l'augmentation du point indiciaire.

Dans un communiqué rendu public, le Satef dénonce la «fermeture des voies du dialogue au niveau de l'administration centrale et locale». Il affirme que le ministère de tutelle prend des décisions «de manière unilatérale sur des questions qui nécessitent des discussions et un dialogue, dont le statut particulier et le régime indemnitaire qui devraient être promulgués dans les prochains jours».

Le Satef appelle le gouvernement à réviser la grille des salaires en procédant à la majoration de la valeur du point indiciaire et ne pas se contenter d'une augmentation du nombre de points. «Nous réclamons aussi la révision à la hausse des indemnités et des primes, selon une approche globale garantissant un traitement sérieux à la détérioration du pouvoir d'achat, pour

garantir une vie décente aux travailleurs et aux fonctionnaires», réclame le syndicat. Rappelant que les dernières augmentations des salaires ont déjà été englouties par l'inflation, l'organisation réclame la libération, dans les délais, du statut particulier et du régime indemnitaire des travailleurs de l'éducation ainsi que l'application de ses incidences financières avec effet rétroactif à partir du mois de janvier 2024. Le Satef réclame, par ailleurs, la levée des restrictions sur l'exercice syndi-

cal et la révision des lois contestées (23-02 et 23-08) pour les mettre en conformité avec la constitution et les conventions internationales ratifiées par l'Algérie.

Le syndicat demande aussi le rétablissement de la retraite anticipée sans condition d'âge et l'intégration des travailleurs des corps communs employés dans le secteur. «Nous réclamons des recommandations spécifiques élaborées par des commissions spécialisées afin de permettre à la catégorie des salariés du secteur ayant

acquis une expérience professionnelle effective supérieure à 32 ans et n'ayant pas encore atteint l'âge de 60 ans d'être orientée vers la retraite», lit-on dans le communiqué.

Concernant le système éducatif, le même syndicat réclame une réforme radicale, à travers la révision des rythmes de scolarisation et des programmes, en fonction des capacités mentales et du niveau des élèves.

Lynda Louifi

LES ENFANTS ET L'INTERNET

Campagne de sensibilisation aux dangers

LE SECTEUR de la Poste et des Télécommunications lance une série d'activités de sensibilisation aux dangers du mésusage d'internet chez les enfants dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale pour un Internet plus sûr, a indiqué hier, un communiqué du ministère.

«Le secteur lancera, à partir du 7 février, une campagne nationale de sensibilisation au niveau des établissements éducatifs, tous cycles confondus, visant à informer les élèves des dangers potentiels liés au mésusage d'Internet et à leur prodiguer des conseils et des consignes pratiques sur la navigation sûre et responsable dans

cet espace, en se référant aux recommandations et expériences pionnières en matière de protection des enfants contre les dangers d'internet», a précisé le communiqué.

Ces activités sont menées en coordination avec plusieurs secteurs tels que l'Éducation nationale, la Solidarité nationale, la Famille et la Condition de la femme, ainsi que le Commandement de la Gendarmerie nationale, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), et Algérie Télécom.

S. N.

UN PLAN D'ACTION GEOPOLITIQUE TACITE ?



Lorsque le régime de Kiev a abattu un avion de transport russe Il-76MD transportant des prisonniers de guerre ukrainiens le 24 janvier, les Nations unies ont déclaré qu'elles attendaient toujours des preuves de l'identité de l'auteur du crime. Et ce, bien que les forces de la junte néonazie se soient immédiatement vantées d'avoir abattu l'avion, avant de se rétracter par la suite. Les prisonniers de guerre ukrainiens étaient en route pour un échange de prisonniers, pour lequel la partie russe a déjà fourni des preuves, alors que l'échange était prévu. De plus, le 31 janvier, un important échange de prisonniers de guerre a eu lieu, prouvant une fois de plus que Moscou est toujours déterminée à honorer les accords internationaux, ce qui contraste fortement avec le régime de Kiev qui a tué plus de 70 innocents, dont 65 Ukrainiens, ses propres citoyens.

Le Kremlin a montré que la junte néonazie avait effectivement abattu l'avion, les données préliminaires suggérant qu'un système « Patriot » de fabrication américaine ou un système IRIS-T SAM (missile surface-air) de fabrication allemande ont été utilisés (peut-être même opérés par du personnel de l'OTAN).

Une enquête plus approfondie montre que l'Il-76MD a très probablement été abattu par une ogive cinétique, ce qui indique que le « Patriot » est le responsable le plus vraisemblable.

D'un autre côté, l'armée russe vient de détruire un IRIS-T dans l'oblast (région) de Kharkov, de sorte que cette possibilité ne doit pas être totalement exclue. Quoi qu'il en soit, il est parfaitement clair qui a abattu le gros avion de transport. Mais l'ONU refuse de le reconnaître et le « mieux » qu'elle puisse faire est de publier des déclarations insipides sur la prétendue « responsabilité des deux parties ».

Le sous-secrétaire générale de l'ONU aux affaires politiques et à la consolidation de

la paix, Rosemary DiCarlo, de nationalité américaine, a « exhorté toutes les parties concernées à s'abstenir d'actions, de rhétorique ou d'allégations susceptibles d'alimenter davantage le conflit déjà dangereux ». Ces déclarations pseudo-diplomatiques ne servent qu'à dissimuler la responsabilité du régime de Kiev.

Ce n'est guère surprenant, car l'ONU et d'autres soi-disant « organisations internationales » dominées par l'Occident ont démontré à maintes reprises qu'elles n'avaient pas d'avenir. Moscou a déjà refusé d'autoriser l'OSCE à prétendument « enquêter » sur l'incident, car son allégeance à l'OTAN est également indéniable à ce stade. De plus, des preuves troublantes découvertes il y a près de deux ans ont montré que l'OSCE aidait les forces de la junte néonazie depuis son déploiement dans le Donbass il y a près de dix ans.

Évidemment, l'Occident politique est prêt à tout pour dissimuler ce fait. Et pourtant, ils ne sont pas les seuls. L'abattage de l'Il-76MD par le régime de Kiev soulève de nombreuses questions, d'autant plus qu'il a démontré à plusieurs reprises qu'il était prêt à prendre pour cible ses propres prisonniers de guerre. Il est presque certain qu'il s'agit d'une opération de camouflage, car l'avion de transport transportait également une douzaine de membres du « bataillon Azov ».

DES PRISONNIERS COUPABLES DE CRIMES DE GUERRE

Une fois encore, ce n'est pas la première fois que la junte néonazie s'en prend à ses plus loyaux hommes de main. En effet, le 29 juillet 2022, elle a détruit un camp de prisonniers de guerre russes abritant précisément des membres du « Bataillon Azov » (environ 150 d'entre eux) qui s'étaient rendus dans la région d'Azovstal.

Cette unité était connue pour ses crimes de guerre horribles contre la population du Donbass depuis le moment où les États-Unis/l'OTAN ont orchestré la guerre en Ukraine en 2014. En les tuant, le régime de Kiev a également éliminé la possibilité que ces prisonniers de guerre révèlent son implication directe dans les crimes de guerre en équation. Bien entendu, il est presque certain qu'il ne l'admettra jamais, car il serait « trop gênant » d'avoir à expliquer la mort d'autres prisonniers de guerre ukrainiens, en particulier à leurs familles qui étaient impatientes de les voir après des mois, voire des années. D'un autre côté, l'incident s'inscrit clairement dans le cadre de la lutte de pouvoir interne qui s'intensifie rapidement à Kiev, en particulier entre les autorités civiles et l'armée. En mai 2022, lorsque les néonazis se sont rendus à Azovstal, Zelensky était à la fois furieux et terrifié par les conséquences, d'autant plus que l'on évoquait la possibilité que du personnel de l'OTAN soit présent à cet endroit. Il leur en veut depuis lors (ou peut-être même avant). En effet, bien qu'il ait parlé publiquement de la priorité de l'échange et du retour des prisonniers de guerre du « Bataillon Azov », ses relations tendues avec eux étaient évidentes avant même l'opération militaire spéciale (SMO). En 2019, alors qu'il se présentait comme le prétendu « candidat de la paix », M. Zelensky a été immédiatement considéré comme une « menace » et a même eu des discussions houleuses avec eux.

Depuis lors, il a toujours nourri des doutes et de la méfiance à l'égard des bataillons néonazis et de l'armée dans son ensemble. Leur pouvoir politique et leurs liens avec ses rivaux ont toujours mis Zelensky mal à l'aise en leur présence. Sa plus grande crainte est que les membres du « bataillon Azov » s'engagent dans la politique, voire organisent un « nouveau Maïdan ». Ces craintes ne sont pas totalement infondées,

car nombre d'entre eux lui vouent une haine farouche en raison de ses origines juives. On peut dire que cela lui donne raison, car Zelensky lui-même (ainsi que ses bailleurs de fonds de l'OTAN) a tenté de blanchir la réputation du « bataillon Azov ». Néanmoins, d'éminents néonazis, tels que le chef du « Bataillon Azov », Denis Prokopenko (nom de code Radis), ont l'intention de contester son autorité.

Certaines sources affirment que Prokopenko voulait organiser une réunion avec les prisonniers de guerre du « Bataillon Azov » échangés, au cours de laquelle il entendait critiquer l'ineptie de la direction de Zelensky, en particulier son incapacité à obtenir une « aide » financière et des armes de l'Occident, et condamner l'annulation de l'élection présidentielle.

Prokopenko est également soutenu par d'autres organisations néonazies telles que le « Secteur droit », qui n'est pas moins célèbre pour ses propres crimes de guerre dans le Donbass et ailleurs.

Tout porte à croire que les militaires sont également du côté de Prokopenko, ce qui laisse supposer que même Zaluzhny pourrait être impliqué. Cela n'est guère surprenant étant donné leurs relations tendues (sinon déjà hostiles). Certains accusent même ouvertement Zelensky de ne pas se soucier de la vie des soldats et de l'armée dans son ensemble, en raison de sa tendance à contourner les ordres de Zaluzhny et à les envoyer à une mort certaine.

La motivation de Zelensky pour s'assurer que les membres du « Bataillon Azov » ne reviennent jamais est donc très forte, car ils auraient pu saper sa mainmise sur le pouvoir. Selon certaines sources, on ne sait toujours pas si les unités SAM ont été tenues dans l'ignorance ou si elles ont reçu l'ordre spécifique de cibler l'Il-76MD. Quoi qu'il en soit, cela a été fait en dépit de l'avertissement donné à l'avance par la partie russe.

Drago Bosnic (Mondialisation.ca)

NATIONS UNIES

Un plan pour aider 15 millions de Soudanais

Les Nations Unies préparent un plan pour atteindre 15 millions des 25 millions de personnes qui ont besoin d'une aide au Soudan déchiré par la guerre, a déclaré avant-hier Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres.

Le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Martin Griffiths, et le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, participent aujourd'hui à l'annonce des objectifs à Genève, selon M. Dujarric. "Après près de dix mois de conflit, plus de la moitié de la population soudanaise, soit quelque 25 millions de personnes, ont besoin d'une aide et d'une protection humanitaires", a indiqué le porte-parole. "La guerre a également forcé plus de 1,5 million de personnes à fuir à travers les frontières du Soudan vers des pays qui accueillent déjà d'importantes populations de réfugiés".

Il a révélé que le plan de réponse humanitaire coordonné par les Nations Unies pour le Soudan vise à atteindre près de 15 millions de personnes cette année, tandis que le plan régional de réponse aux réfugiés vise à soutenir près de 2,7 millions de personnes dans cinq pays voisins.

Les pays voisins du Soudan qui accueillent des réfugiés sont la République centrafricaine, le Tchad, l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan du Sud.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a affirmé que les neuf millions de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan en font la plus grande crise de déplacement interne au monde.

Le dernier rapport de situation sur le site Internet du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies signale que 3,5 millions de personnes ont été déplacées de la capitale Khartoum



depuis le début du conflit le 15 avril 2023. Le Soudan a annoncé avant-hier que le nombre de personnes déplacées dans le pays avait dépassé les 11 millions en raison du conflit en cours entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR).

Parmi les personnes déplacées, on compte 4 millions de femmes et 3 millions d'enfants, a déclaré dans un communiqué Gra-

ham Abdel-Qadir, ministre par intérim de la Culture et de l'Information du Soudan. Il a indiqué que 90 % des déplacés venaient des États de Khartoum, de Gezira et du Darfour.

M. Abdel-Qadir a souligné la détermination de son gouvernement à fournir une aide humanitaire à tous ceux qui en auraient besoin par le biais de procédures et d'arrangements garantissant la souverai-

neté du pays. Le Soudan est le théâtre d'affrontements meurtriers entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide depuis le 15 avril 2023. Plus de 13.000 personnes ont été tuées depuis le début des combats, selon les estimations publiées la semaine dernière par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

R. I.

YÉMEN

Le CICR appelle à intensifier l'aide humanitaire internationale

LA PORTE-PAROLE du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Fatima Sator, a appelé la communauté internationale à "intensifier" l'aide humanitaire pour le Yémen, en proie à un conflit armé depuis neuf ans.

"Les gens craignent que si les frappes aériennes s'intensifient, cela pourrait entraîner davantage de victimes civiles, mais des installations civiles pourraient également être touchées", a déclaré Mme Sator dans une interview virtuelle à l'agence de presse Chine nouvelle.

"Il est important de se rappeler que le Yémen est désormais dans sa neuvième année de conflit et que les gens ne peuvent

pas se permettre davantage de stress, plus d'incertitude et plus d'anxiété", a-t-elle poursuivi "Pour le CICR, le Yémen est notre troisième plus grande opération humanitaire, car les besoins sont immenses. Quatre-vingt pour cent de la population yéménite a besoin d'une aide humanitaire", a expliqué Mme Sator.

Et d'ajouter: "La population est épuisée. L'économie est au bord de l'effondrement. L'eau et l'électricité ne sont presque pas disponibles. La moitié des établissements de santé ont été détruits ou manquent de matériel ou de personnel pour fonctionner". Au Yémen, plus de cinq millions de personnes sont au bord de la famine, le



conflit et le déclin économique obligeant les familles à trouver suffisamment de nourriture pour passer la journée, a égale-

ment averti l'organisation basée à Genève.

"Nous constatons que des maladies qui peuvent être évitées généralement grâce à des vaccins, comme la diphtérie ou la rougeole, reviennent", a tenu à souligner encore Mme Sator.

Face à cette situation, elle a appelé la communauté internationale à "accroître son aide humanitaire et ses contributions financières pour soutenir ses opérations".

"La priorité du CICR reste de protéger et d'assister les victimes des conflits et de renforcer notre soutien aux systèmes essentiels fragiles", a rappelé la porte-parole du CICR.

R. I.

ATTAQUE TERRORISTE CONTRE LE PALAIS DE JUSTICE D'ISTANBUL

Deux assaillants neutralisés

LA POLICE TURQUE a neutralisé hier deux assaillants qui venaient de s'en prendre aux policiers gardant le palais de justice d'Istanbul, blessant trois d'entre eux et trois civils, a rapporté le ministère de l'Intérieur turc. "Aujourd'hui à 11h46, une tentative d'attaque a eu lieu au poste de contrôle devant la porte C du palais de justice d'Istanbul Çaglayan. Deux assaillants,

une femme et un homme, ont été neutralisés (morts). 5 personnes, dont 3 policiers, ont été blessées. Je félicite nos policiers héroïques et souhaite un prompt rétablissement à nos blessés. Nous continuerons à partager les développements avec le public", a déclaré le ministère de l'Intérieur turc. Le ministre n'a pas précisé quelles étaient les armes utilisées pour l'attaque.

Le ministre de la Justice a annoncé l'ouverture d'une enquête pour "terrorisme". Toute entrée et sortie au palais de justice de Çaglayan ont été temporairement suspendues. Dès la notification des événements, un grand nombre de policiers et d'équipes médicales ont été dépêchés sur place. Plusieurs attaques attribuées ou revendiquées par différents groupes armés

ont récemment visé Istanbul et Ankara. Un homme a été tué fin janvier à Istanbul en pleine messe dans une église italienne catholique lors d'une attaque. De même, deux policiers avaient été blessés en octobre lors d'un attentat revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre le siège du ministère turc de l'Intérieur à Ankara.

R. I.

PRÈS D'UNE trentaine d'entreprises et de partenaires économiques ont participé, hier, à la troisième édition du salon du Marketing qui a été organisée par la Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'Université d'Oran 2 « Mohamed Benahmed ». C'est ce qu'a fait savoir, cet établissement universitaire. Cette événement est organisée par le département des Sciences Commerciales, en collaboration avec les laboratoires « Nouvelles Tendances et Définition des Politiques de Développement en Algérie » à l'Université d'Oran 2 et « Gestion des Entreprises et Développement Economique » à l'Université de la Formation Continue (UFC).

Le salon, qui vise à consolider la connaissance et l'innovation au sein de l'université, est également « une opportunité pour le renforcement des liens entre l'université, les étudiants, les jeunes diplômés et les partenaires socio-économiques », a ajouté la même source.

Des acteurs socio-économiques, des enseignants chercheurs et des laboratoires de recherche, ainsi que des clubs d'étudiants, participeront à ce salon en exposant leurs produits, services et recherches scientifiques.

D'autre part, de jeunes entreprises (petites entreprises et startups) créées par des étudiants, exposeront leurs produits, notamment les entreprises créées dans le cadre de l'arrêté 1275 visant à encourager la création d'entreprises et de startups au sein de l'université, dans le but de trouver des marchés pour leurs produits, a indiqué la même source.

R.R

FONCIER INDUSTRIEL NON-EXPLOITÉ À EL-MEGHAÏER

Plus d'une centaine d'hectares récupérés

UNE SURFACE de 101 hectares (ha) de foncier industriel non-exploité a été récupérée dans la wilaya d'El-Meghaïer dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel. C'est ce qu'a déclaré, avant-hier, Youcef Hamdi, direction locale de l'industrie et des mines (DIM).

A ce propos, le DIM, Youcef Hamdi, a expliqué que cette opération intervient suite à l'annulation de 72 projets non-lancés sur cette surface, dont la majorité localisée hors zones d'activités, après moult mise en demeure aux bénéficiaires. Le même responsable a indiqué que de larges perspectives sont fondées sur l'exploitation de la zone d'activités, au chef-lieu de la wilaya, en termes de servir d'assiette d'accueil des projets d'investissement, toutes activités confondues, et de levier de relance d'activités économiques pour la région. La récente réunion de la commission de wilaya chargée du recensement des assiettes foncières dans la région s'est articulée sur l'importance d'accueil et d'accompagnement des promoteurs et leur orientation à la plateforme numérique confiée à l'agence algérienne de promotion de l'investissement, tout en œuvrant à accorder la priorité aux projets retenus au titre de cette zone, en l'occurrence l'industrie manufacturière, en sus du recensement des fonciers accueillant des investissements au sein des zones urbaines.

L'on relève, à ce titre, qu'une commission a été chargée d'effectuer des visites de terrain pour s'enquérir de visu des fonciers non-exploités au sein du tissu urbain et la mise au point d'un projet de banque de données sur les fonciers existants aussi bien au niveau des zones d'activités que des zones urbaines.

R.R

NUMÉRISATION DU FONCIER INDUSTRIEL À MOSTAGANEM

Plus de 30 sites inscrits sur la plateforme numérique

Plus de 30 sites prêts à accueillir des projets d'investissement industriels dans la wilaya de Mostaganem ont été inscrits dans la plateforme numérique nationale, relevant de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. C'est ce qu'ont indiqué, avant-hier, les services de la wilaya.



La même source a précisé que le chef de l'Exécutif de la wilaya de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé dimanche une réunion consacrée à l'évaluation de la disponibilité de l'assiette foncière dédiée à l'investissement économique, implantée dans la zone industrielle (ZI) d'El Bordjia, avant d'être proposée à l'inscription dans la plateforme numérique nationale de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.

A la suite de la présentation d'un exposé sur le foncier disponible au niveau de cette zone industrielle et l'examen des modalités de sa proposition à accueillir des projets d'investissement, conformément à la législation en vigueur, le wali a décidé de soumettre 30 poches foncières à la plateforme numérique de l'Agence, a fait savoir la même source. En outre, les services de la wilaya ont expliqué que ce site a été choisi

en raison de sa « disponibilité immédiate » à recevoir des projets d'investissement inhérents à divers créneaux d'activité, surtout que le site en question est « totalement aménagé », notamment en ce qui concerne les voies d'accès, le raccordement aux réseaux d'assainissement, de l'AEP, de l'électricité et de gaz, ainsi que celui de la fibre optique.

Par ailleurs, lors de la même réunion, il a été procédé à l'étude de la situation de pas moins de 384 assiettes foncières destinées aux projets d'investissement, totalisant une superficie cumulée de quelque 250 hectares au niveau de la ZI d'El Bordjia, relevant du territoire administratif de la commune d'El Hassiane, qui s'étend, dans ses deux lots, 1 et 2, sur une superficie totale de 400 hectares, a fait savoir la même source.

La wilaya de Mostaganem compte mettre, de manière progressive, son patrimoine

foncier à la disposition de la plateforme numérique nationale dans une optique visant à impulser la dynamique économique, d'une part, et à offrir aux jeunes de la région des opportunités d'emplois, notamment au niveau du pôle industriel implanté dans la zone ouest de son territoire.

Ce pôle chevauche les territoires de plusieurs communes et localités, notamment Fornaka, Gouara, El Baaïzia, Bordjia et le bassin laitier, a précisé la même source.

Cette collectivité du Nord-ouest du pays compte 11 zones d'activité (ZA), qui s'étendent sur une superficie totale de 295 hectares, comprenant quelque 716 poches foncières, outre une micro-zone d'activité (3 hectares) et le parc industriel d'El Bordjia, qui s'étend quant à lui sur une superficie totale de 671 hectares, dont 400 sont en cours d'aménagement.

R.R

SECTEUR DE L'ÉDUCATION À GUELMA

Plusieurs projets pour améliorer les infrastructures

PAS MOINS de 34 projets portant sur la réalisation, l'équipement et la réhabilitation d'établissements scolaires ont été inscrits, dans la wilaya de Guelma, au titre du programme d'investissement public de l'exercice 2024. C'est ce qu'a fait savoir, hier, le wali Mme Houria Aggoun.

Il s'agit, a-t-elle précisé, de la réalisation et de l'équipement d'un nouveau lycée dans la commune de Medjez Amar, et de la construction de 5 collèges d'enseignement moyen (CEM) dans les communes d'Héliopolis, de Ben Djerrah, de Boucheouf et de Guelma, en plus de la réalisation de 8 classes d'extension dans des CEM et de la construction, avec équipement, de 3 nouvelles écoles primaires dans les communes d'Héliopolis, d'Oued Cheham, et d'Oued Zenati.

La même responsable a souligné que le reste des projets inscrits au bénéfice du secteur de l'éducation portent sur le renouvellement d'équipements, et la réparation d'établissements scolaires des trois paliers

dans plusieurs communes, outre l'étude et de la réalisation de 3 stades dans des CEM situés dans les communes de Ben Djerrah, d'Ain Reggada et de Guelma, ainsi que la réalisation et l'équipement de 4 unités de dépistage et de suivi en milieu scolaire (UDS). Ces projets permettront, selon Mme Aggoun, d'améliorer les conditions de scolarité, d'alléger la pression sur certains établissements scolaires et de renforcer au moyen d'équipements complémentaires plusieurs autres structures.

R.R

LANCEMENT DE 15 ATELIERS DE FORMATION À L'UNIVERSITÉ

Le théâtre, de la scène à l'amphi

Le coup d'envoi du programme « Le théâtre dans l'enceinte de l'université », a été donné, hier, à l'Université d'Alger 2 Abou El Kacem Saadallah par la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari.

Après le cinéma l'année dernière, cette année c'est le 4e art qui s'ajoute au programme des amphithéâtres. En effet, 15 ateliers de formation dans différents domaines seront abrités par différentes universités algériennes. Dans son allocution, la ministre de la Culture a déclaré que « cet accord a été conclu sur un ensemble de mesures, vient aujourd'hui réaliser l'espoir pour insuffler une nouvelle dynamique pour les activités culturelles et artistiques dans le milieu universitaire ». Et d'ajouter : « le président accorde une grande importance à la formation dans le cadre de ses engagements en faveur des jeunes, surtout en ce qui concerne l'art et la créativité ».

Le ministre a déclaré que le théâtre ne se limite pas à une simple discipline artistique, mais qu'il représente un moyen exceptionnel de renforcer l'éloquence, l'art de la communication et d'encourager l'innovation chez les étudiants. « L'université sera le moteur du développement technologique local et d'autres domaines grâce à la maîtrise du théâtre », a-t-elle ajouté.

« La distribution des œuvres théâtrales sera assurée par les théâtres ainsi que par les troupes indépendantes, dans le but d'encourager l'échange de spectacles entre les institutions », a souligné Mouloudi. Et d'ajouter : « Une journée du mois sera spécialement réservée, le dernier lundi du mois, pour organiser du théâtre dans les résidences universitaires et les universités ».

La ministre a aussi rappelé, qu'un projet de loi sur « la création et la gestion des coopératives est actuellement en cours d'élaboration pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, ce qui contribuera à une nouvelle structuration du travail de ces institutions théâtrales dans le cadre d'une législation permettant la production théâtrale ».



De son côté, le ministre de l'enseignement a souligné l'importance cruciale de cette démarche dans la réalisation des objectifs présidentiels visant à intégrer les arts en tant que composante fondamentale de la société algérienne. « Après le lancement réussi du cinéma à l'université l'année dernière, nous franchissons une nouvelle étape en introduisant le théâtre, une discipline artistique qui va au-delà de l'esthétique pour renforcer les compétences des diplômés universitaires », a-t-il déclaré. Selon Baddari, cette initiative s'inscrit dans la modernisation globale de l'université algérienne. « Dans le cadre de la modernisation de l'université, il est nécessaire que l'étudiant soit un citoyen responsable et innovant, maîtrisant l'art de la

communication et sachant faire une critique constructive », a-t-il dit.

Dans le cadre de la concrétisation des orientations du Président de la République, en particulier les engagements 20 et 46, et en exécution des dispositions de l'accord conclu entre le ministère de la Culture et des Arts et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Madame la Ministre de la Culture et des Arts, le Docteur Soraya Mouloudji, accompagnée du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Professeur Kamel Baddari, a présidé ce matin, mardi 06 février 2024, à l'Université d'Alger 02 Abou El Kacem Saadallah, le lancement du programme de coopération intitulé "Le

théâtre dans l'université".

Le programme « Le théâtre dans l'enceinte de l'université » comprend la création de 15 ateliers de formation dédiés aux étudiants, répartis stratégiquement dans tout le pays. Chaque établissement universitaire abritera un atelier en partenariat avec le ministère de la Culture et des Arts.

Les ateliers de formation seront sur de la mise en scène, l'acta et l'écriture dramaturgique. Des personnalités dans le domaine théâtral ainsi que des universitaires animeront ces ateliers dont le but majeur est d'assurer une formation de qualité, orienter les artistes en herbe pour pouvoir entamer une carrière professionnelle dans le domaine.

Meriem Djouder

MAISON DE LA CULTURE DE CONSTANTINE

Ouverture d'un club cinéma

UN CLUB cinéma sera ouvert à partir de samedi prochain à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine, a indiqué la directrice de cet établissement culturel Amira deliou.

Le club cinéma de Constantine mis en place en collaboration avec l'association Numidia Arts, assurera des formations au profit de jeunes désirant ce domaine et offrira également des moments de divertissement et de relaxation à travers des projections dédiées aux adultes et autres pour

enfants, a-t-elle fait savoir. Mettant en avant le rôle du nouvel espace cinématographique dans la diffusion de la culture du cinéma, la même responsable a précisé que le club cinéma de la wilaya de Constantine constituera un champ "d'interactivité" entre les spécialistes du domaine qui enrichiront à travers les ateliers et les débats qui seront organisés, les connaissances des amateurs et férus du 7e art. Ce nouveau club cinéma de Constantine sera marqué par la projection du film

"El Boughi" d'Ali Aissaoui, une production du Centre algérien de développement du cinéma CADC relatant une histoire inspirée du patrimoine local constantinois et d'une "qacida" chantée par le maître du Malouf Cheikh Mohamed Taher Fergani, a-t-on souligné. Le nouvel espace culturel dédié aux cinéphiles en particulier, a pour objectif de contribuer aux efforts de développement de l'action culturelle et aussi, la promotion de la scène artistique locale, a estimé la même source qui a mis l'accent

sur l'importance de l'initiative dans l'élargissement du champ de divertissement dans cette wilaya. L'ouverture du nouveau "club cinéma" s'inscrit dans le cadre de l'orientation de l'Etat s'agissant du développement d'une industrie cinématographique et la relance de ce domaine vital, marqué ces dernières années par l'émergence de jeunes talents dans les domaines en lien avec la production cinématographique, réalisation en particulier, a-t-on ajouté.

R. C.

IL ÉTAIT LE DIRECTEUR DE LA MAISON DE LA CULTURE D'OUARGLA

Saïd Ouahbi Madani n'est plus

LE DIRECTEUR de la Maison de la culture Moufidi-Zakaria de Ouargla, Saïd Ouahbi Madani a trouvé la mort dans un accident de la route survenu avant-hier matin sur la RN-49, près de la commune de Hassi-Benabdallah (wilaya d'Ouargla), ont annoncé les services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite au dérapage

du véhicule touristique du directeur de la Maison de la culture Moufidi-Zakaria d'Ouargla, entraînant sa mort sur place, selon la même source.

Les services de la Protection civile se sont aussitôt dépêchés sur les lieux pour évacuer la victime à l'Etablissement public hospitalier (EPH-Mohamed Boudiaf)

d'Ouargla, et une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de cet accident.

Né en 1964 et père de sept enfants, le défunt a été à la tête de la direction de la Maison de la culture Moufidi-Zakaria d'Ouargla depuis 2014.

R. C.



L'ALGÉRIE, avec 52 judokas engagés, sera le deuxième pays le mieux représenté au tournoi international « Open Africain de Tunis », prévu les 10-11 février courant dans la capitale tunisienne, selon la liste des participants dévoilée par les organisateurs. Seule la Tunisie (Pays hôte) a engagé plus d'athlètes que l'Algérie, puisqu'elle sera représentée par 55 judokas dans cette compétition, qui enregistre la participation de pays de différents continents. En effet, outre l'Europe, qui sera fortement représentée à travers la Pologne, la France, l'Italie, Malte, le Monténégro, la Bulgarie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, il y aura un certain nombre de pays représentant d'autres continents, comme l'Asie, l'Amérique et même l'Océanie. Parmi eux, les Samoa et la Nouvelle Zélande, qui seront présents dans ce tournoi, tout comme le Canada et les Etats Unis, ce qui devrait procurer un cachet particulier à la compétition, tout en rehaussant son niveau. Selon les organisateurs, un total de 257 judokas (170 messieurs et 87 dames) représentant 42 pays ont confirmé leur participation à l'évènement.

JS KABYLIE : JUGURTHA HAMROUNE EN RENFORT

L'ATTAQUANT Jugurtha Hamroune s'est engagé avec la JS Kabylie lundi, au dernier jour de la période des transferts d'hiver, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football dans un communiqué. Hamroune (35 ans) avait signé une première fois avec le club de la ville des Genêts lors de la saison 2014-2015, mais sans pouvoir jouer le moindre match, il a résilié son contrat au bout de quelques mois en raison d'un différend avec la direction. Formé à l'EA Guingamp (France), Hamroune avait porté les couleurs de plusieurs clubs en Bulgarie, en Roumanie, et au Qatar. Il devient la deuxième recrue hivernale de la JSK après le milieu offensif malien Mamadou Traoré, signataire d'un contrat de deux saisons et demie, en provenance du Stade malien. L'attaquant malien Simpara Zoumana (25 ans), sans clubs depuis juillet 2023 après son départ du SC Toulon (France), devrait être la prochaine recrue de la formation kabyle.

USM KHENCHELA : LE MALIEN DIANKA, DEBBIH ET LARIBI, NOUVELLES RECRUES HIVERNALES

L'ATTAQUANT MALIEN Diadié Dianka, le milieu offensif Chouaïb Debbih, et le défenseur Hocine Laribi, se sont engagés avec l'USM Khenchela, lors du dernier jour de la période des transferts d'hiver, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football lundi dans un communiqué. Ancien joueur de Djoliba AC (Mali) puis du Stade Tunisien, Diadié Dianka (24 ans) a paraphé un contrat de deux saisons et demie, alors que Laribi (32 ans) s'est engagé pour deux saisons en provenance du NC Magra. De son côté, Chouaïb Debbih (31 ans), en manque de temps de jeu avec le MC Alger, a signé un contrat de deux saisons. L'USMK a attendu le dernier jour du mercato d'hiver pour annoncer ces nouvelles recrues, en attendant éventuellement deux autres, à quelques heures de la clôture officielle du mercato hivernal. En revanche, le club de l'Est, a transféré son attaquant ghanéen Maxwell Baakoh au MC Oran, et a décidé de libérer l'attaquant Lahouari Touil et le milieu de terrain rwandais Djabel Manishwe. Les hommes de l'entraîneur Louaïl Abdeldjalil se sont qualifiés samedi aux 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie 2023-2024, en dominant à domicile le WA Boufarik (Ligue 2) sur le score de 4 à 0. Les gars de Khenchela affronteront à la maison le GC Mascara (Ligue 2) le vendredi 23 février (15h00), dans le cadre des 1/16es de finale de l'épreuve populaire. Au terme de la phase aller de Ligue 1, l'USMK occupe la 7e place au classement avec 23 points, à 13 longueurs du leader le MC Alger (36 pts), sacré du titre honorifique de champion d'hiver.

IL JOUIT DÉSORMAIS DE LA CONFIANCE TOTALE DE LA FAHB APRÈS LA BELLE SORTIE DU CAIRE

Le contrat du sélectionneur Farouk Dehili à la tête du Sept national prolongé

Dans les têtes, le tournoi de qualification olympique « 2 » a déjà commencé et la pression commence même à monter crescendo à un peu plus d'un petit mois du début du tournoi en Allemagne où le sept national algérien, revenu du Caire avec une belle médaille d'argent et un moral notablement requinqué, fera face à une concurrence féroce dans sa quête de décrocher un des sésames mis en jeu dans un groupe d'enfer et s'ouvrir la route de Paris capitale des J.O 2024 prévus l'été prochain

Par Azouaou Aghiles

Mars, c'est déjà aujourd'hui et il faut bien préparer une compétition, même à quatre, que ce tournoi très compliqué où les Verts, sur leur nuage certes d'Egypte et une CAN où ils auront fait plus que ce que le public algérien attendait d'eux, avec une médaille d'argent au terme d'une belle finale devant des Pharaons toujours aussi puissants mais qui ont dû souffrir et sortir le grand jeu pour toutefois l'emporter plus que logiquement en faisant respecter les pronostics de départ. En Allemagne, et à l'instar de cette finale jouée et perdue contre un mastodonte au double plan continental et mondial, la sélection égyptienne imposant la crainte depuis quelques années déjà, outre une domination sans partage sur la scène africaine, rivalise avec les meilleures écoles à l'échelle internationale et inspire le respect de tous, l'Algérie doit se préparer au mieux pour espérer réaliser un rêve à la limite inaccessible quand on voit les obstacles qui l'attendent à l'occasion. Face à des formations européennes de haut niveau (l'Allemagne, le pays hôte, la Croatie et à un degré moindre l'Autriche ne sont pas tombées de la dernière pluie) en autant de challenges, les Fennecs, formant un groupe homogène malgré la jeunesse de certaines pépites révélées lors de la dernière CAN où ils ont pu compter sur l'apport des anciens avec leur expérience, à l'exemple du capitaine Messaoud Berkous, ont-ils les moyens de lutter à armes égales et créer l'exploit devant des adversaires rompus à ce genre d'évènements ? S'ils ne sont pas tenus à l'impossible, on peut néanmoins rêver et se convaincre, qu'en sport, les « petits » ont toujours su renverser la tendance en créant la surprise. De retour d'Egypte, il fallait bien faire les bilans qui veulent que les conditions de préparation



d'avant le voyage aux pieds des Pyramides ont été à la limite du catastrophiques en plus d'un changement de coach pratiquement dans les « temps morts » avec l'éviction surprise de Salah Boucheckriou. Un changement qui aura eu le mérite de créer le déclic au sein d'une sélection envoyée au casse-pipe mais dont la participation tournera finalement, et heureusement, au conte de fées en tutoyant la légende devant un vis-à-vis tout simplement de légende. Actuellement injouable et imbattable en Afrique. Le mois de mars c'est déjà aujourd'hui et il faut faire vite avant l'étape allemande où les défis seront autrement plus relevés et c'est pourquoi, la première responsable de la petite balle nationale a pris les devants s'agissant de la barre technique justement des Verts en scellant l'avenir de son tout nouveau sélectionneur avec une prolongation de contrat afin d'éviter d'éventuels problèmes de stabilité technique. L'intéressé, sous le charme du technicien, justifiera la décision en des termes très simples. Logiques : « Il fallait lui

renouveler notre confiance, lui qui a réussi la gageure de signer une participation historique en CAN à l'occasion de laquelle nos joueurs ont fait honneur aux couleurs du pays et ouvert la voie, on l'espère, à de réels espoirs de retrouver les sommets après bien des années de disette. D'une longue traversée du désert ». Non sans ajouter que l'entraîneur Dehili, c'est de lui qu'il s'agit, « a fait preuve d'une très bonne gestion de ses hommes et d'une lecture impeccable des matchs avant de les mener à seulement une petite rencontre du trophée en affichant un visage des plus séduisants. Pour s'en convaincre, les échos et réactions positives des spécialistes présents sur place qui ont salué sa touche et son bon coaching à chacune des sorties. » La prolongation de Dehili ? Elémentaire. « Une décision logique » assènera pour conclure, la présidente de la FAHB, consciente qu'elle a fait le meilleur choix. En espérant revoir les Verts rééditer leur performance du Caire en Allemagne où il s'agira, on le concède, d'une autre paire de manches. **A.A**

HANDBALL-TOURNOI DE QUALIFICATION AUX JO :

Les matchs de l'EN domiciliés à Hanovre

LA SÉLECTION algérienne de handball messieurs disputera ses trois matchs du tournoi de qualification olympique « 2 » prévu 14 au 17 mars prochain, dans la ville allemande de Hanovre, a indiqué la Fédération internationale de handball (IHF), ce lundi. Outre l'Algérie, finaliste du championnat d'Afrique des nations CAN 2024, trois équipes européennes prendront part au tournoi de qualification olympique 2. Il s'agit de l'Allemagne (cinquième au Championnat du monde masculin 2023), la Croatie (neuvième au Championnat du monde masculin 2023), et l'Autriche (huitième de l'EHF EURO 2024). Les quatre équipes se disputeront les deux premières places qualificatives aux JO 2024. La ZAG Arena de Hanovre, d'une capacité de 9 800 spectateurs en Allemagne, souvent utilisée

pour les épreuves de handball en Allemagne, accueillera le tournoi de qualification olympique 2, tandis que la Tatabánya Arena en Hongrie, la quatrième plus grande arène de handball de Hongrie, d'une capacité de 6 000 places, doit accueillir le Tournoi de Qualification olympique 3. Le Tournoi de Qualification olympique 1 se jouera au Palau d'Esports de Granollers (Espagne), l'arène qui a accueilli la finale des Jeux olympiques de Barcelone 1992 et qui a également accueilli des matchs du Championnat du Monde Féminin 2021, avec une capacité de 6 500 places. Pour rappel, la sélection algérienne s'est inclinée face à l'Egypte (29-21) en finale du championnat d'Afrique des Nations CAN 2024, disputée le 27 janvier dernier au Caire Au total, trois tournois de qualification olympique se dérouleront du 14 au 17

mars. Les trois tournois de qualification olympique se joueront selon un format de tournoi à la ronde, les deux meilleures équipes de chacun se qualifieront pour les Jeux olympiques de Paris 2024. La France, pays hôte, le Danemark, champion du monde, l'Argentine, vainqueur des Jeux panaméricains, l'Egypte, championne d'Afrique, la Suède et le Japon sont les six équipes qui ont déjà scellé leur billet pour les Jeux olympiques de Paris 2024.

TOURNOIS DE QUALIFICATION OLYMPIQUE HOMMES :

Tournoi 1 (à Granollers, Espagne) : Espagne, Slovaquie, Bahreïn, Brésil
Tournoi 2 (à Hanovre, Allemagne) : Allemagne, Croatie, Algérie, Autriche
Tournoi 3 (à Tatabánya, Hongrie) : Norvège, Hongrie, Portugal, Tunisie

CAN 2023 / AVANT DERNIÈRE LIGNE DROITE AVANT LE VERDICT FINAL

Demi-finalistes : Quatre poids lourds pour deux sièges

En effet, ils ne sont désormais plus que quatre à pouvoir prétendre soulever le trophée suprême dimanche soir lors de la finale de la Coupe d'Afrique.

Ce samedi, la Côte d'Ivoire a bataillé fermé pour éliminer le Mali au bout des prolongations mais rejoindre la RD Congo dans le dernier carré. C'est au bout de la séance de tirs au but que l'Afrique du Sud et son portier héroïque se sont donnés, en éliminant le Cap Vert, le droit d'affronter l'un des grands favoris, le Nigeria. Mais quel que soit le vainqueur, la CAN 2023, est incontestablement la Coupe d'Afrique des Nations de tous les renversements possibles avec les Éléphants comme modèle.

LE VERDICT FINAL EST MAINTENANT IMMINENT.

Parmi les équipes qui ont le plus fait vibrer les spectateurs et téléspectateurs, on peut aisément citer celle de la Côte d'Ivoire. Les Éléphants ont depuis le début de la compétition transmis de différents types d'émotions à leurs millions de supporters dans le pays. D'abord, tout a commencé avec la gifle inimaginable reçue contre l'équipe de la Guinée équatoriale. Les joueurs ivoiriens s'étaient inclinés par 4 buts à 0. Ensuite, il y a eu la qualification en extremis acquise grâce à la victoire d'une autre équipe (le Maroc) qui n'en avait en réalité pas besoin pour terminer premier de sa poule. Après cela, les Éléphants, une fois qualifiés pour les huitièmes de finale de la CAN 2023, sont tombés sur le Sénégal, l'équipe favorite de la compétition. Les joueurs d'Emerse Faé ont créé la sensation en éliminant ceux d'Aliou Cissé aux tirs au but après avoir été menés dans le match dès la 4e minute. Pour les quarts de finale, c'est l'épisode de la dernière minute gagnante que nous sortent les Éléphants. Menés et réduits à 10 pendant plus d'une mi-temps,



Simon Adingra permet à l'équipe d'arracher les prolongations en marquant à la toute dernière minute du temps réglementaire. Après, c'est autour d'Oumar Diakité d'offrir directement la qualification à la Côte d'Ivoire sans passer par les tirs au but en marquant dans la dernière minute des prolongations. Un scénario incroyable !

LA RDC MISE SUR SA PUISSANCE PHYSIQUE FACE À LA CÔTE D'IVOIRE

Cependant, pour les demi-finales, Emerse Faé devra composer avec des éléments en moins. Au total, 4 joueurs vont rater le match face à la RDC à cause des suspensions. Il s'agit d'Oumar Diakité et Odilon Kossounou qui ont reçu chacun un carton rouge face au Mali. En plus, le capitaine Serge Aurier et Christian Kouamé seront aussi suspendus pour accumulation de cartons jaunes. La RDC, son adversaire pour les demi-finales, gratifiée d'une seule victoire pour se hisser en demi-

finale, ne part pas vaincue d'avance. La RD Congo mise sur sa puissance physique, notamment incarnée par Chancel Mbemba, leader mental de l'équipe. Ainsi après un début de tournoi difficile, l'équipe a trouvé son rythme et rêve de décrocher le titre qui lui échappe depuis 50 ans. La détermination et la philosophie de travail sont les piliers de cette équipe. Dans cette rencontre, le suspense est total.

OSIMHEN RÊVE D'UNE QUATRIÈME ÉTOILE POUR LE NIGÉRIA

De l'autre côté, le Nigeria, solide depuis le début de la compétition, un seul but encaissé en début de compétition, Les « Super Eagles » nigériens, en demi-finale pour la 16e fois en 20 participations à la CAN, s'appuient sur Victor Osimhen. L'attaquant au masque de plastique est déterminé à marquer l'histoire et à guider son équipe vers une quatrième étoile. Avec une défense solide n'ayant encaissé qu'un but jusqu'à présent, le Nigeria est en bonne position pour la victoire. Toutefois il doit faire face à l'Afrique du Sud. Les Bafana-Bafana renouent avec le carré d'as, 24 ans après leur dernière demi-finale de CAN. Et dire que les deux équipes sont des adversaires en compagnie du Bénin pour la qualification à la Coupe du monde 2026. Les « Bafana-Bafana » sud-africains reposent sur une base solide de huit titulaires évoluant dans le même club, les Mamelodi Sundowns. Avec un gardien exceptionnel, Ronwen Williams, et une défense disciplinée, l'Afrique du Sud cherche à ajouter une deuxième étoile à son palmarès, mais la fatigue pourrait devenir un obstacle.

SOMPTUEUX CÔTE D'IVOIRE- RD CONGO ET NIGERIA- CÔTE D'IVOIRE

Un carré d'as et de gros calibre, présentations

VOICI le dernier carré de la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies, Côte d'Ivoire 2023 : le Nigeria, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud sont les demi-finalistes de cette 34e édition du plus grand événement sportif organisé sur le sol africain.

Quatre sélections et quatre raisons d'y croire :

NIGERIA

À ce stade de jeu, les Super Eagles sont la formation la plus expérimentée. Pour la 16e fois de leur histoire, les Nigériens participeront à une demi-finale de Coupe d'Afrique des Nations et n'auront qu'un objectif en tête : se qualifier pour la finale. Arrivé avec le statut de favori à la victoire finale avec son armada offensive, le Nigeria a eu du mal à se mettre en route à l'image de son entrée en lice et ce match nul face à la Guinée équatoriale 1-1.

Si le Nigeria pouvait compter sur son attaque, c'est finalement sa défense qui se montre efficace en ayant encaissé qu'un seul.

La stat

Les hommes de José Peseiro sont les seuls à avoir atteint la demi-finale sans avoir joué de prolongation.

RD CONGO

Elle était fortement attendue, la première victoire de la République Démocratique du

Congo dans cette Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies, Côte d'Ivoire 2023. Face à la Guinée, en quart de finale, les Léopards n'ont pas fait dans la dentelle. Non effrayée par l'ouverture du score du Syli National, l'équipe de Sébastien Desabre a su faire preuve de caractère pour remporter la mise, 3-1 et se qualifier pour la cinquième fois de l'histoire de la RD Congo en demi-finale de la Coupe d'Afrique des Nations.

LA STAT

À chaque fois que le pays a remporté la CAN en 1968 et 1974, il a éliminé le pays organisateur en demi-finale. En 1968, la RDC (anciennement Zaïre) a battu l'Éthiopie 2-3 après prolongation et en 1974 l'Égypte est tombée sur le même score.

CÔTE D'IVOIRE

Le 22 janvier 2024, les Éléphants font les choux gras de la presse internationale. Quasi-éliminés de leur CAN après avoir essuyé un revers 4-0 face à la Guinée équatoriale, éliminé les champions d'Afrique sénégalais, la Côte d'Ivoire a arraché sa place pour le dernier carré de la compétition, grâce à une victoire renversante face au Mali et ce but inscrit à la dernière minute par Oumar Diakité. Pour sa neuvième demi-finale, la Côte d'Ivoire affrontera la République Démocratique du Congo,

pour un remake de la demi-finale de 2015 qui avait vu les Éléphants s'imposer sur le score de 3-1 à Bata en Guinée équatoriale.

LA STAT

La Côte d'Ivoire a remporté son premier match de Coupe d'Afrique des Nations en prolongation depuis les quarts de finale de l'édition 1992 qu'elle avait finalement remportés.

AFRIQUE DU SUD

Les Bafana Bafana retrouvent les sommets. 24 ans que l'Afrique du Sud n'avait pas atteint une demi-finale en Coupe d'Afrique des Nations. Une résurrection qui s'accompagne de la belle prestation des Sud-africains en Côte d'Ivoire. Après avoir éliminé le Maroc, demi-finaliste de la dernière Coupe du Monde de la FIFA™, les Bafana Bafana ont accroché à leur tableau de chasse la pétillante équipe capverdienne, pourtant invaincue jusqu'à présent, de quoi donner une motivation supplémentaire aux hommes de Hugo Broos en demi-finale où ils rencontreront une ancienne connaissance.

LA STAT

Lors de sa dernière apparition en demi-finale, les Sud-africains avaient perdu face au Nigeria 2-0 en 2000.N.B :

INFOS DER-CAN . . . INFOS DER-CAN . . .

Une Côte d'Ivoire qui avance décimée face à la RD Congo

LES ÉLÉPHANTS devront affronter la RDC en demi-finale de leur CAN sans plusieurs de leurs cadres. La qualification était pratiquement inconcevable pour la Côte d'Ivoire face au Mali. Mais les Éléphants ont su se surpasser pour arracher l'égalisation dans les dernières minutes du temps réglementaire, puis la qualification dans les dernières secondes des prolongations. Ce but est même rentré dans l'histoire, car c'est le plus tardif de l'histoire de la compétition ! Mais après l'euphorie, il faut revenir à la réalité et la chute peut être très lourde pour les Ivoiriens. Le match face au Mali aura laissé des traces, puisque le défenseur central titulaire, Odilon Kossounou sera suspendu pour la demi-finale en raison de son expulsion, tout comme Oumar Diakité. Le jeune attaquant ivoirien a été exclu bêtement, après avoir récolté un deuxième carton jaune car il avait enlevé son maillot pour célébrer. Serge Aurier et Christian Kouamé seront tous deux absents également, car ils ont été sanctionnés d'un carton jaune en huitième de finale ainsi qu'en quart de finale. Emerse Faedeva donc revoir ses plans, mais pourra disposer de ses quatre joueurs en cas de qualification en finale. Il faudra déjà battre le Congo, dans un affrontement qui s'annonce excitant !

Catastrophe pour le Nigeria, Victor Osimhen, est très incertain

GROSSE inquiétude autour de Victor Osimhen. Souffrant d'une gêne à l'abdomen, le buteur du Napoli est très incertain pour la demi-finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2024 entre le Nigeria et l'Afrique du Sud, programmée mercredi (18 heures). L'ancien Lillois n'a pas effectué le voyage avec le reste de ses coéquipiers à Bouaké, théâtre de cette première demi-finale de la CAN, et est resté à Abidjan pour se soigner, a fait savoir la Fédération nigérienne. « Les médecins de l'équipe ont confirmé qu'il avait été placé sous étroite surveillance et qu'un membre de l'équipe médicale était resté à Abidjan avec lui », a ainsi indiqué le porte-parole des Super Eagles, Babafemi Raji, dans un communiqué publié lundi, et d'ajouter : « S'il est autorisé mardi matin, il rejoindra le reste de l'équipe avant 17 heures. » Le possible forfait de Victor Osimhen serait bien évidemment un immense coup dur pour le Nigeria. Pour rappel, l'attaquant de 25 ans a inscrit un but et délivré une passe décisive en cinq matches disputés depuis le début du tournoi.

Décryptage de Cafonline.com



Avec ses deux nouveaux processeurs quantiques Heron et Condor, IBM passe à la vitesse supérieure

L'IBM Quantum Summit a eu lieu cette semaine à New York. C'était l'occasion pour IBM de présenter ses avancées dans le domaine de l'informatique quantique, et de détailler les prochaines étapes. La firme avait de multiples annonces, à commencer par deux nouveaux processeurs quantiques.

Le premier est l'IBM Condor, un processeur de 1 121 qubits qui succède à l'Osprey et ses 433 qubits. Les qubits sont l'équivalent des bits binaires des ordinateurs classiques, mais les qubits peuvent avoir la valeur de 0, 1 ou les deux à la fois. Il ne s'agit pas du premier pro-

cesseur à plus de 1 000 qubits, puisqu'Atom Computing a annoncé le sien fin octobre. Ce processeur sert avant tout à tester les nouvelles technologies, avec une densité des qubits augmentée de 50 %.

Des ordinateurs quantiques interconnectés

En parallèle, IBM a annoncé le Quantum Heron, un processeur de 133 qubits à fréquence fixe et destiné au calcul utile, qui succède à l'Eagle de 127 qubits. La firme indique avoir amélioré la performance trois à cinq fois et éliminé la diaphonie (interférences entre deux signaux). Ce processeur s'intègre dans

IBM vient d'annoncer le début de « l'ère d'un calcul quantique utile ».

La firme a présenté deux nouveaux processeurs quantiques ainsi qu'un ordinateur quantique modulaire qui doit servir de base pour sa nouvelle architecture d'informatique quantique.

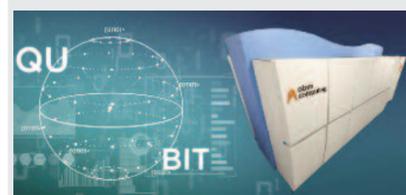
un nouvel ordinateur quantique modulaire, l'IBM Quantum System Two. Le premier est déjà en fonctionnement à New York avec trois processeurs Heron. De multiples Quantum System Two pourront être interconnectés pour atteindre 100 millions d'opérations dans un seul circuit quantique. IBM espère créer un système capable de mener 1 milliard d'opérations dans un seul circuit quantique d'ici 2033.

De plus, IBM a annoncé la version 1.0 de son framework Qiskit qui permet de

créer des programmes quantiques en Python, autrement dit la première version considérée comme entièrement fonctionnelle et aboutie. À côté, une nouvelle intelligence artificielle générative intégrée à la plateforme Watsonx pourra assister dans l'écriture de code quantique pour Qiskit.

En parlant de calcul utile et en passant Qiskit à la version 1.0, IBM semble vouloir marquer le coup et signaler le début d'une nouvelle ère pour l'informatique quantique.

Ordinateur quantique : Atom Computing franchit un cap historique avec plus de 1 000 qubits !



ATOM COMPUTING vient d'annoncer avoir testé avec succès son prototype d'ordinateur quantique avec 1 180 qubits. La firme devance ainsi de quelques semaines une annonce attendue d'IBM et devient la première à passer le cap des 1 000 qubits.

La course à l'ordinateur quantique vient de franchir une nouvelle étape. Alors que la plupart des entreprises qui travaillent dessus sont limitées à au plus quelques centaines de qubits, l'entreprise Atom Computing serait la première à passer la barrière des 1 000 qubits. La firme vient d'annoncer un prototype doté 1 180 qubits, avec un lancement prévu pour l'année prochaine. Les qubits sont l'équivalent des bits

binaires des ordinateurs classiques. Contrairement aux bits qui ont une valeur soit de 0, soit de 1, les qubits peuvent également avoir les deux valeurs simultanément. C'est cette particularité qui permet aux ordinateurs quantiques de résoudre certains problèmes beaucoup plus rapidement qu'un ordinateur classique. Jusqu'à présent, l'ordinateur quantique le plus puissant est Osprey d'IBM, avec « seulement » 433 qubits. Des atomes d'ytterbium manipulés avec des lasers

Contrairement à d'autres entreprises qui travaillent avec des ions, Atom Computing utilise des atomes neutres d'ytterbium, organisés dans une matrice et manipulés grâce à des lasers. La firme avait déjà annoncé avoir réussi à atteindre un temps de cohérence pour ses qubits de 40 secondes, ainsi que la capacité de mesurer l'état de qubits spécifiques pendant les calculs et ainsi détecter certaines erreurs, sans perturber les autres qubits.

L'entreprise a ainsi devancé IBM, qui devrait annoncer dans les prochaines semaines son processeur quantique Condor avec 1 121 qubits. Atom Computing a indiqué qu'il mettrait son ordinateur quantique au service des entre-

prises, des universités et des administrations dès 2024.

Bitcoin, pourquoi ça plonge ?



LE COURS DU BITCOIN, qui était supérieur à 44 000 dollars la semaine dernière, a chuté de 5 %. Des prises de bénéfices à court terme expliquent cette chute. Selon Coinmarketcap, le cours du bitcoin a chuté de plus de 5 % au cours des dernières 24 heures, pour atteindre un peu plus de 41 000 dollars le 12 décembre (38 600 euros). Les principales alcoins telles que l'Ethereum, le Ripple, le Solana ou encore le Cardano ont également connu des baisses de plus de 5 %. Selon le média The Block, ETC Group attribue cette baisse à une augmentation des prises de bénéfices suite à la hausse récente du Bitcoin. De

fait le volume d'échange a fortement augmenté.

88,3 % des adresses Bitcoin et 77,6 % des adresses Ethereum échangées l'ont été de manière rentable. C'est le taux le plus élevé de l'année.

Périodes de détention de moins de 155 jours

ETC Group explique que beaucoup de ceux qui ont réalisé des profits récents sont des investisseurs de court terme, avec des périodes de détention de moins de 155 jours.

Par ailleurs, les transferts de fonds des investisseurs à court terme vers les bourses de crypto-monnaies sont à leur plus haut niveau depuis juillet. L'analyste note qu'il y a également eu des sorties nettes d'investissements dans les cryptomonnaies, soit 18,2 millions de dollars au cours de la semaine écoulée, les produits crypto négociés en bourse (ETP) Bitcoin représentant la majeure partie des sorties, soit 13,1 millions de dollars. L'analyste bitcoin Will Clemente explique que cette correction à la baisse n'était pas surprenante car le cours du bitcoin a récemment augmenté fortement pour atteindre des niveaux proches de 45 000 dollars.

Voici Rufus, le chatbot d'IA d'Amazon qui vous aide dans vos achats

Technologie : Imaginez qu'un chatbot formé avec le vaste catalogue de produits d'Amazon vous aide à faire vos achats : il s'appelle Rufus.

Depuis des années, Amazon travaille sur des solutions d'Intelligence Artificielle (IA) et des modèles fondamentaux. C'est ce qui a mené le géant du e-commerce à lancer Rufus, un chatbot alimenté par l'IA générative et spécialement conçu pour ses clients.

Rufus fonctionne comme ChatGPT : la technologie basée sur l'IA est capable d'avoir des conversations textuelles avec des êtres humains et de leur fournir des informations personnalisées tout en tenant compte d'un contexte.

Ainsi, le chatbot est compétent pour répondre à des questions complémentaires qu'un potentiel acheteur se poserait sur un produit par exemple. La principale différence entre Rufus et ChatGPT réside dans la fonction du chatbot d'Amazon : conçu comme un assistant d'achat, il est surtout formé à partir du catalogue de produits d'Amazon, des commentaires des clients de la plateforme et des questions-réponses et des informations disponibles en ligne.

Votre conseiller de vente virtuel

Grâce à Rufus, les clients d'Amazon peuvent restreindre leurs recherches en utilisant des termes spécifiques à leur situation, mais qui n'apparaissent pas toujours dans les filtres lorsqu'ils parcourent les résultats de la recherche.

Rufus peut également répondre à des questions de la même manière que ChatGPT, Copilot et Bard. Par exemple, vous pouvez demander à Rufus : « Que faut-il acheter pour créer un potager en intérieur ? » ou encore « Quelles sont les informations à vérifier avant d'acheter un câble USB-C ? »

Rufus peut également être utilisé pour comparer des produits ou des catégories de produits, pour répondre à des questions spécifiques sur un produit ou pour proposer des recommandations.

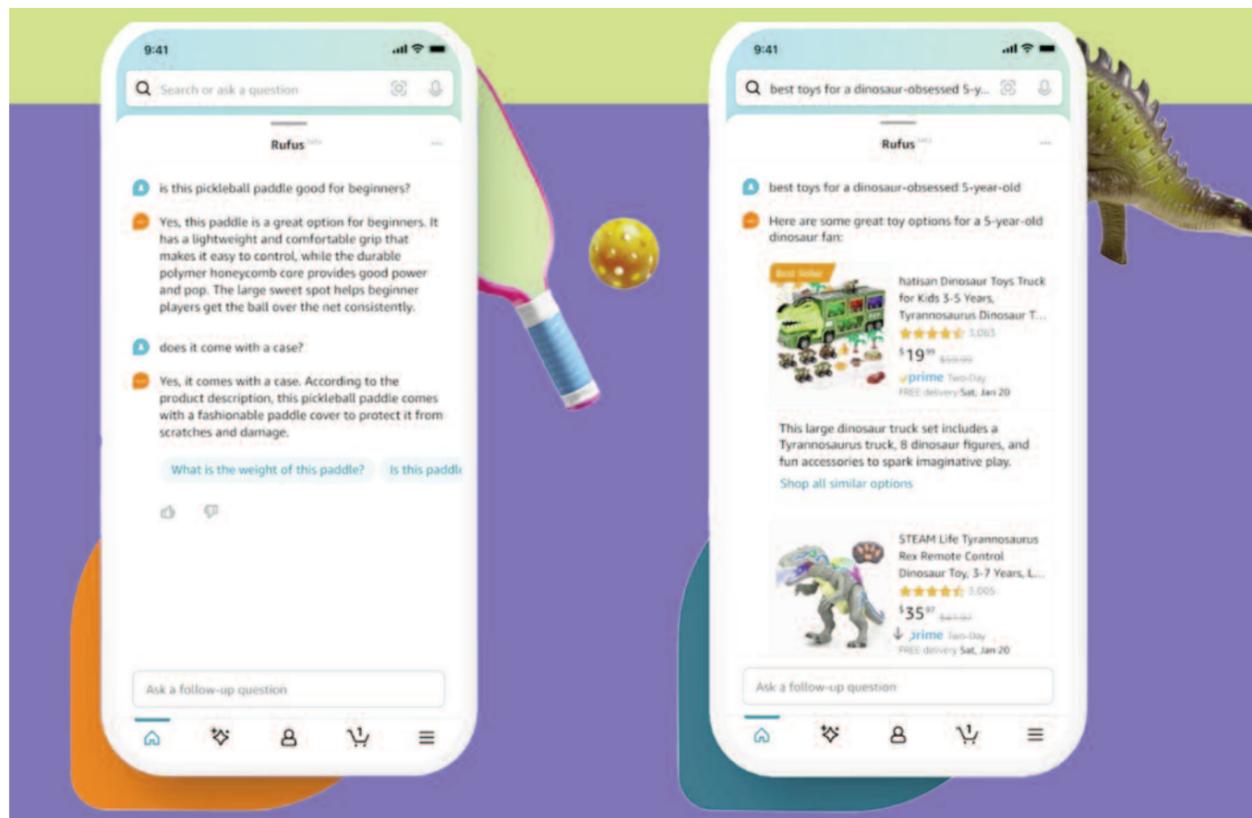
Sideload : MacPaw travaille sur un nouvel app store pour l'iPhone



Alors que le sideloading sera bientôt possible dans l'UE, l'éditeur ukrainien travaille sur un app store pour concurrencer celui d'Apple. Pour se conformer aux nouvelles réglementations européennes, et en particulier au Digital Markets Act (DMA), Apple va prochainement autoriser le sideloading dans l'Union européenne (UE). Des magasins d'applications concurrents de l'App Store d'Apple vont donc progressivement apparaître. Parmi les acteurs qui envisagent de créer un app store pour concurrencer celui d'Apple sur ses systèmes d'exploitation mobile, on trouve MacPaw. Connue pour son utilitaire CleanMyMac X, cette société ukrainienne gère déjà un magasin d'applications sur Mac baptisé Setapp. Setapp permet à ses abonnés d'accéder à plus de 240 applications pour 10 dollars par mois.

Setapp sur iPhone

C'est Mykola Savin, directeur de la gestion des produits, qui l'a annoncé sur le blog de MacPaw.



Amazon intègre progressivement l'IA dans le processus d'achat

Une version bêta de Rufus a été lancée la semaine dernière aux Etats-Unis, pour quelques utilisateurs de l'application mobile Amazon. Le chatbot alimenté par l'IA devrait ensuite être progressivement étendu à d'autres clients d'Amazon aux Etats-Unis.

Amazon a progressivement ajouté des fonctionnalités d'IA à sa plateforme d'achat, notamment des commentaires générés par l'IA, des commentaires d'ajustement pour des conseils de taille personnalisés et une assistance IA pour

les vendeurs afin de créer des listes de produits attrayantes.

Amazon espère que l'intégration de l'IA générative dans son expérience d'achat améliorera le processus de prise de décision et renforcera la confiance des

Amazon renonce à acquérir iRobot à cause de l'UE



Société : Face à l'opposition des autorités européennes, le géant du e-commerce a mis fin à l'accord conclu avec le fabricant du Roomba à l'été 2022. Amazon a renoncé à acquérir iRobot, le fabricant de l'aspirateur robot Roomba, pionnier sur le marché des robots ménagers.

Les entreprises ont toutes deux publié un communiqué indiquant qu'elles mettaient fin à l'accord signé en août 2022, par lequel Amazon s'était engagé à acquérir iRobot pour 1,7 milliard de dollars. La cause ? Les entreprises n'auraient vraisemblablement pas été en mesure d'obtenir l'approbation des autorités européennes.

Au début du mois, l'autorité de la concurrence de l'Union européenne avait averti Amazon qu'il lui serait difficile d'obtenir l'autorisation pour acquérir iRobot.

Elle estime en effet que cette acquisition pourrait mener à une situation de favoritisme des produits iRobot sur la plateforme de e-commerce.

Aux Etats-Unis, la Federal Trade Commission (FTC) n'avait pas non approuvé l'opération. Une enquête était en cours, évaluant les risques liés à la position dominante d'Amazon sur le secteur du e-commerce.

L'action iRobot baisse quand l'action Amazon progresse

clients. L'entreprise améliorera Rufus en fonction de l'expérience des clients, et prévoit de tester de nouvelles fonctionnalités et d'étendre la disponibilité du chatbot alimenté par l'IA.

Suite à l'annonce, les actions d'iRobot ont plongé de 8,77 %, pour finir à 15,50 dollars à la clôture de la Bourse de New York ce lundi. L'action Amazon, elle, a progressé de 1,34 %, pour monter à 161,26 dollars.

Ce n'est pas la première fois qu'Amazon est dans le viseur des autorités européennes, notamment en matière de droit de la concurrence, mais également en ce qui concerne l'utilisation des données clients et le droit du travail. Par ailleurs, le géant du e-commerce a récemment été sanctionné par la CNIL pour surveillance abusive de ses employés.

Cyber : les experts de Synacktiv remettent le couvert sur le dos de Tesla

Sécurité : Les hackers de cette entreprise française de cybersécurité ont fini à la première place du concours de piratage Pwn2Own Automotive, à Tokyo, grâce à la découverte de huit failles informatiques qui touchent les véhicules connectés.

Les français de Synacktiv font encore une fois une razzia au concours de piratage Pwn2Own. Après avoir remporté l'an dernier plus de la moitié de la cagnotte financière mise en jeu, les experts de ce spécialiste des tests d'intrusion se sont à nouveau illustrés dans la nouvelle variante de ce concours, Pwn2Own Automotive, à Tokyo, consacrée à la recherche de failles sur les véhicules connectés. Ces derniers ont en effet réussi à prendre le contrôle d'appareils lors de huit démonstrations de hacking. Plus précisément, elles concernaient quatre reprises des chargeurs de véhicules électriques, deux Tesla, et deux piratages visant un équipement de type autoradio intelligent et un système d'exploitation automobile.

Il existe une fleur qui sent le chocolat !

Cosmos atrosanguineus, alias cosmos chocolat, est une plante originaire du Mexique qui s'est éteinte à l'état sauvage, elle est reproduite en culture depuis 1902 par multiplication végétale.

Bien qu'aucune partie de cette plante ne soit comestible, le cosmos chocolat qui pousse jusqu'à 60cm de hauteur produit des fleurs qui ont la particularité de dégager une odeur similaire à celle du chocolat.

7 millions de dollars pour construire le Titanic, 200 millions pour faire le film



Le film « Titanic » a été un succès phénoménal. Ce chef-d'œuvre a remporté 11 Oscars et a lancé la carrière de ses fils, Kate Winslet et Leonardo DiCaprio. Afin de réaliser un tel film, les producteurs ont dépensé beaucoup d'argent.

Plus précisément, « Titanic », qui est sorti en 1997, a coûté 200 millions de dollars. Une grande partie du coût du film a été affectée à la reconstruction partielle du paquebot lui-même.

Le film a, en effet, entraîné beaucoup plus de dépenses que le vrai « Titanic » qui a coûté environ 7,5 millions de dollars.

Le Canada a plus de lacs que le reste des pays du monde combinés !

Le Canada abrite environ 60% des lacs de notre planète. Il n'y a pas de nombre officiel de tous ses petits lacs. Cependant, ce pays compte 31 752 lacs de plus de 3 kilomètres carrés et 561 lacs de plus de 100 kilomètres carrés. Près de 9% de la superficie du Canada est couverte d'eau douce. Malgré ses milliers de lacs, le Canada a dépensé, en 2010, près de 2 millions de dollars (1,6 million d'euros) pour construire un lac artificiel à l'occasion du sommet du G8 à Toronto.

LE SAVIEZ VOUS

Le Jeune Indépendant

Bienvenue à PituRooms. Cet hôtel de 2,8 mètres de large serait « le plus étroit du monde » avec ses cinq étages, selon son créateur. Repéré par CNN Travel, cet établissement hors du commun se situe à Salatiga, dans le centre de Java, en Indonésie. Il a été construit au pied du mont Merbabu et a ouvert en décembre 2022.

Un terrain que personne ne voulait acheter Salatiga est moins populaire et touristique que d'autres villes à Java comme Yogyakarta, Subaraya, ou encore l'île voisine de Bali. Chez la population locale, la ville est pourtant reconnue pour sa nourriture, ses infrastructures et sa bonne qualité de vie. Elle est d'ailleurs considérée comme un lieu agréable pour prendre sa retraite par les Indonésiens. Avec son hôtel insolite, l'architecte Ary Indra, espère attirer l'attention internationale sur sa ville natale. « Nous n'avons eu que 5% de clients de nationalité étrangère », a-t-il

constaté après un an d'ouverture. Après une carrière à Jakarta et Singapour, Ary Indra s'est mis à la recherche d'un terrain à Salatiga. Il en a trouvé un dont personne ne voulait en raison de sa taille, rapporte CNN Travel. C'est là que PituRooms, un hôtel de sept chambres, a vu le jour.

À quoi ressemble l'hôtel L'architecte a su rentabiliser l'espace : dans chaque chambre se trouvent un lit double et une petite salle de bains équipée d'une douche et de toilettes. Elles possèdent toutes une atmosphère unique, grâce à une décoration et des œuvres d'art qui proviennent de Salatiga. Un restaurant a été installé sur le toit. L'établissement prévoit également d'accueillir des événements et des expositions d'art. « Je souhaite que les gens découvrent Salatiga d'une nouvelle manière, a déclaré l'architecte auprès du média américain. Je possède, conçois et exploite PituRooms avec



ma propre équipe. C'est devenu ma nouvelle plateforme pour générer un nouveau type de

tourisme qui implique les communautés locales ».

L'avion de Norse Atlantic Airways affrété par l'Institut polaire norvégien transportait des scientifiques. Jamais un aussi gros avion n'avait atterri en Antarctique.

Un Boeing 787 Dreamliner se pose en Antarctique sur la neige, une première historique

AVIATION - La piste était dégagée, mais bien glacée. Des pilotes de la compagnie norvégienne Norse Atlantic Airways ont réussi à poser un Boeing 787 sur de la neige en Antarctique pour la première fois. L'avion était affrété par l'Institut Polaire Norvégien et transportait 45 passagers, dont des scientifiques, et 12 tonnes de matériel de recherche. L'atterrissage historique a eu lieu mercredi 15

novembre à l'aérodrome de Troll, à quelques kilomètres de la station de recherche du même nom dans la région de la terre de la Reine-Maud, comme le montre la vidéo en tête d'article.

Certains des chercheurs à bord devaient ensuite se rendre à la base antarctique Neumayer III.

Selon Camilla Brekke, la directrice de l'Institut polaire norvégien, l'atterrissage

réussi du Boeing 787 « ouvre de nouvelles possibilités pour la logistique de Troll, ce qui contribuera également à renforcer la recherche norvégienne en Antarctique ».

Entre six et dix avions se posent chaque année à Troll, explique l'Institut polaire norvégien dans son communiqué mais jamais un appareil aussi gros n'avait atterri sur la piste de 3 000 mètres de long et 60 mètres de large.

Le Boeing 787 en provenance d'Oslo avait d'abord fait une escale au Cap en Afrique du Sud, avant de se diriger vers les côtes de l'Antarctique.

L'équipage de Norse Atlantic Airways a ensuite fait le chemin inverse sans avoir besoin de faire le plein de carburant à l'aérodrome de Troll. Et après avoir pris une photo en uniforme sur la glace, évidemment.

L'hôtel « le plus étroit du monde » se trouve près de Bali : découvrez cet établissement unique

Dans la commune de Salatiga (Indonésie), se trouve un hôtel de seulement 2,8 mètres de large. Il serait « le plus étroit du monde », c'est en tout cas le titre que son architecte Ary Indra tente de décrocher.

Un coup marketing pour attirer des touristes du monde entier dans sa ville natale.

Antarctique : l'île de la Déception pourrait-elle apporter la réponse à l'énigme de la vie sur Mars ?

Une île volcanique au cœur des glaces et en forme de fer à cheval pourrait-elle être la réponse à l'énigme de la vie sur Mars ? Avec un passé brûlant et un présent glacial, l'île de la Déception, dans l'Antarctique, donne aux chercheurs des indices sur cette possible vie extraterrestre.

Déception ? Dissimulation devrait-on plutôt dire. Car cette île de l'archipel des Shetland du sud, à 120 km au nord de la péninsule Antarctique, a surtout pour caractéristique, derrière son apparence parfaitement circulaire, d'avoir une étroite entrée maritime dissimulant une large baie protégée de la houle et des vents glacés.

La baie, baptisée Port Foster, fut découverte par des baleiniers américains au XIXe siècle. Les marins venaient s'y mettre à l'abri des tempêtes et des icebergs. D'un diamètre d'environ 15 km, son point le plus haut culmine à 539 m, et près de 60 % de l'île est recouverte par les glaces.

Poissons, krill, anémones et éponges de mer subsistent dans cet écosystème unique, en contrebas d'un volcan actif depuis des milliers d'années et recouvert de neige.

Eruptions destructrices

Les dernières éruptions, dans les années 1970, ont anéanti les bases scientifiques installées au XXe siècle mais au fil du temps, la vie a repris. Les chercheurs sont convaincus que ce lieu, où pingouins, phoques et otaries nagent en toute tranquillité, présente des caractéristiques similaires à celles de Mars.

L'étude des micro-organismes qui y sont présents, capables de résister à des températures allant jusqu'à -28 degrés Celsius, pourrait être un indice de la possibilité d'une existence au-delà de notre atmosphère.

C'est "analogue à Mars parce que (là-bas) nous avons une planète avec (un passé) d'immense activité volcanique (...) et qu'actuellement il y a des condi-



tions très froides", explique à l'AFP le géologue planétaire espagnol Miguel de Pablo.

L'analyse des roches de l'île de la Déception complète le travail des ingénieurs, scientifiques et astronomes qui creusent et survolent déjà Mars avec des robots.

"C'est la meilleure approche possible pour comprendre Mars sans poser le pied sur cette planète située à 225 millions de kilomètres de la Terre", poursuit M. de Pablo, professeur à l'université espagnole d'Alcalá et responsable du réseau de surveillance des sols gelés de l'Antarctique.

Les vestiges rouillés d'anciennes bases scientifiques sont encore visibles sur l'île de 89,5 km², où l'on trouve des sources chaudes.

Des mousses et des lichens uniques poussent à la surface. Des milliers d'oiseaux y nichent également, selon l'Université nationale de Colombie, qui elle aussi étudie sa similitude avec Mars.

Pour Wilson Andrés Ríos, capitaine de frégate dans la marine colombienne et chercheur, les changements subis sur l'île de la Déception, comme dans tout l'Antarctique, s'expliquent par "l'évolution de l'intervention humaine".

"Terre de paix et de recherche"

Au début du siècle dernier, l'île a été le théâtre d'une "chasse aveugle" aux phoques et aux baleines, raconte M. Ríos, l'un des membres de la 10e expédition scientifique colombienne, qui sillonne les eaux depuis le port caribéen de Carthagène jusqu'à ce coin reculé de la planète à bord de l'ARC Simon Bolivar.

En 1931, une usine de traitement d'huile de baleine installée par des Norvégiens a fermé ses portes et en 1944, l'île est devenue le siège d'une base scientifique britannique, après une expédition lancée pendant la Seconde Guerre mondiale pour occuper les territoires de l'Antarctique, baptisée Opération Tabarin. Les Chiliens y ont également installé des stations scientifiques.

Après les éruptions destructrices de 1967 et 1969, l'île est déclarée "terre de paix et de recherche", l'une de ces zones spécialement protégées internationalement de l'Antarctique.

Sous le regard médusé des chercheurs, des milliers de touristes y débarquent sur des bateaux de croisière, un phénomène "en augmentation inquiétante", selon l'historienne et maître en géographie Natalia Jaramillo, coordinatrice

scientifique de l'expédition.

Bien que les températures sur Mars soient beaucoup plus basses – jusqu'à -153 degrés Celsius selon la Nasa, l'agence spatiale américaine –, M. De Pablo est convaincu de la contribution de l'île à la science et à une humanité tournée vers l'espace extra-atmosphérique.

En 2023, des chercheurs de la Nasa ont conclu que Mars avait autrefois un climat avec des saisons cycliques qui était propice au développement de la vie, selon les conclusions des indices trouvés sur la planète rouge par le rover autonome Curiosity. Ils supposent également qu'une immense éruption volcanique a modifié son atmosphère et entraîné l'apparition d'océans et de rivières ensuite évaporés.

"Les conditions de l'Antarctique peuvent nous aider à comprendre si les conditions nécessaires au développement de la vie pourraient être ou avoir été présentes sur Mars", ajoute M. De Pablo.

"Nous ne sommes pas sûrs à 100 % (des résultats), mais c'est un moyen de définir les choses qui ont pu se produire (sur Mars) ou d'en exclure d'autres", conclut-il.

De nouvelles îles voient le jour au Groenland, en partie à cause du changement climatique

ALORS QUE la fonte des calottes polaires contribue à faire monter le niveau de la mer en divers endroits, au Groenland, paradoxalement, le socle rocheux – allégé d'une partie de ses glaces – s'élève. Une étude de l'université technique du Danemark révèle la part de l'influence humaine dans ce processus.

La naissance d'une île. Lorsque ce phénomène prodigieux survient en plein milieu de l'océan Pacifique comme ce fut le cas dans l'archipel des Tonga en 2022, il a de fortes chances d'être le fruit d'une activité volcanique intense. Au Groenland, en revanche, l'explication est à chercher ailleurs...



De nouvelles recherches menées par l'institut spatial de l'Université technique du Danemark (DTU Space) révèlent que le socle rocheux de ce pays arctique s'est élevé de 20 cm au maximum au cours des dix dernières années (2013-2023). Soit, en termes de tendance, deux mètres gagnés en un siècle !

Une part naturelle et une part d'origine humaine

Ces travaux publiés dans la revue Geo-

physical Research Letters (13 janvier 2024) se basent sur l'analyse de données provenant du réseau GNET, constitué d'une soixantaine de stations de mesure GPS situées le long des côtes groenlandaises (communiqué).

En réalité, l'élévation du sol au Groenland n'est une surprise pour personne. En effet, lorsque la dernière ère glaciaire s'est achevée il y a environ 12 000 ans, la pression exercée sur la masse continentale par l'épaisse couche de glace qui la recouvrait jusqu'alors a commencé à se relâcher, déclenchant un lent rebond (dit "visco-élastique") de la roche.

Mais l'apport de la nouvelle étude est de pouvoir, grâce à la précision du système GPS – de l'ordre du millimètre –, calculer la part du soulèvement terrestre causée par la fonte accrue (plus récente) de la calotte glaciaire arctique en raison des changements climatiques

accélérés par les activités humaines.

"Une incidence sur la carte du Groenland"

"Le soulèvement des terres que nous observons au Groenland ces dernières années ne peut s'expliquer uniquement par l'évolution naturelle de l'ère post-glaciaire. Le Groenland se soulève beaucoup plus", conclut dans le communiqué Shfaqat Abbas Khan, professeur à DTU Space et coauteur de la nouvelle étude.

"Ce sont des soulèvements de terrain très importants que nous pouvons maintenant démontrer", détaille Danjal Longfors Berg, premier auteur de l'étude. Et de souligner : "Ceux-ci ont [notamment] une incidence sur la carte du Groenland, car de nouvelles terres émergent de la mer, donnant naissance à de nouvelles petites îles au fil du temps."

Manque de fer : symptômes, ferritine basse, danger d'une carence

La carence en fer aussi appelée "anémie martiale" ou "ferriprive" se traduit par plusieurs signes physiques à commencer par une fatigue inhabituelle.

BIEN-ÊTRE

"Indispensable au bon fonctionnement de l'organisme, le fer est un vrai couteau suisse", nous rappelle d'emblée Laura Azenard, naturopathe. Il sert à la constitution de l'hémoglobine et contribue à la production de myoglobine (une protéine capable de transporter notre réserve d'oxygène vers nos muscles). Voilà pourquoi lorsque l'on manque de fer, on peut vite se sentir très fatigué(e) ou ressentir une sensation de "tête qui tourne".

"Les carences en fer concernent quant à elles principalement les femmes - particulièrement en période des règles ou pendant la grossesse - les enfants en pleine croissance, les végétaliens, mais aussi les sportifs de "longue durée" comme les marathoniens, mais aussi toutes les personnes victimes d'hémorragie ou de perturbation du microbiote intestinal", explique Laura Azenard, naturopathe.

Définition : qu'est-ce qu'une carence en fer ou anémie martiale ?

La carence en fer (aussi appelée anémie martiale ou ferriprive) se traduit par plusieurs signes physiques et en premier lieu par une fatigue inhabituelle et une diminution de la force (endurance et énergie).

On observe également des troubles cognitifs, des maux de tête, des palpitations, un essoufflement à l'effort, des vertiges et même une pâleur de la peau lorsque la carence en fer est marquée (on parle d'anémie ferriprive). Les carences en fer peuvent être dues à des hémorragies (on considère que les règles en font partie) ou à une alimentation trop pauvre en fer.

Quelles sont les causes d'une carence en fer (martiale) ?

Des pertes sanguines visibles (règles abondantes, saignements entre les règles) et invisibles (saignements digestifs).

Un apport insuffisant en fer via l'alimentation (régime végétarien ou vegan).

Une maladie intestinale chronique ou auto-immune qui entraîne une malabsorption du fer au niveau du tube digestif.

Quels sont les symptômes d'une carence en fer ?

Fatigue

Essoufflement

Modification de l'aspect des ongles

Une perte de cheveux un peu plus importante que d'habitude

Pâleur de la peau et des muqueuses

Étourdissements

Palpitations

Vertiges

Maux de tête

Difficultés à se concentrer

Manque de motivation

Diminution de la libido



"Si vous vous sentez fatigué, que vous avez tendance à perdre vos cheveux, à avoir un teint pâle, les ongles cassants et striés, que vous ressentez des migraines, des troubles de la mémoire, une perte d'attention, une impatience dans les jambes (le syndrome des jambes sans repos), un essoufflement anormal pendant l'effort ou encore, si vous avez très souvent froid... Vous avez potentiellement une carence en fer", indique la naturopathe.

Et une carence en fer peut entraîner "une anémie ferriprive" qui se caractérise par une diminution du nombre de globules rouges dans le sang ou de la teneur en hémoglobine.

Quel examen si on manque de fer ?

Lors d'une carence en fer, plusieurs examens sanguins du métabolisme du fer peuvent être prescrits comme le dosage du fer, de la ferritine - protéine permettant le stockage du fer -, de la transferrine (autre protéine qui transporte le fer dans le sang) et des récepteurs solubles de la transferrine.

"Le dosage de la ferritine consiste en une prise de sang réalisée au sein d'un laboratoire d'analyses médicales. Le tube est centrifugé, passé à la machine puis ensuite, l'interprétation est fournie en fonction des résultats. Si le taux d'hémoglobine est inférieur à 12g/dL chez une femme et 13g/dL chez l'homme, alors l'anémie est démontrée".

"Un taux de ferritine inférieur à la normale avec une CRP normale confirme le diagnostic de carence en fer" Les valeurs de référence pour le dosage de la ferritine sérique sont les suivantes :

Chez l'homme adulte : 20 à 200 µg/l ;

Chez la femme adulte avant la ménopause : 10 à 125 µg/l

Chez la femme adulte après la ménopause : 20 à 200 µg/l.

Ferritine : normale, basse, quel est le taux alarmant ?

La ferritine est une protéine qui stocke le fer dans l'organisme. La mesurer permet de déceler une carence en fer. Ferritine basse, élevée, normale... Voici les conseils pour bien interpréter sa prise de sang.

"Un taux de ferritine inférieur à la valeur normale avec une CRP normale permettent de confirmer le diagnostic de carence en fer simple. Ensuite, on regarde le VGM (Volume Globulaire Moyen) et l'hémoglobine, car ce sont eux qui nous donnent l'atteinte finale au

niveau de la carence en fer.

Ce qui se passe d'un point de vue physiopathologique, c'est que l'on a une dépression des réserves en ferritine donc celle-ci baisse petit à petit. Pour compenser le fait que la synthèse de l'hémoglobine se fasse moins bien, les globules rouges sont de plus en plus petits pour être de plus en plus concentrés. Or, cela entraîne une diminution du VGM et de l'hémoglobine, entraînant ainsi une anémie", commente le biologiste.

Que faire en cas de carence en fer ?

"Il faut consulter votre médecin afin qu'il vous prescrive une supplémentation en fer", conseille Gaël Saintenoy. On peut aussi augmenter son apport en fer via l'alimentation en privilégiant les aliments qui en sont riches : la viande rouge, les abats, le poisson, les fruits de mer, les légumineuses, les céréales complètes, les graines de sésame, la spiruline, les noix, noisettes, amandes, le persil, le chocolat noir ou encore les épinars.

Cure de fer : bienfaits, durée, effets secondaires

La cure de fer s'adresse aux personnes anémiées, carencées en fer. Les femmes réglées et enceintes sont généralement carencées. Les enfants en croissance et les sportifs peuvent aussi avoir recours à une cure. Mode d'emploi et précautions pour éviter les effets toxiques de ce minéral.

Fer (médicament) : quand en prendre, risques ?

Le fer est un minéral nécessaire à la formation de l'hémoglobine. Il est pris en médicament en cas d'anémie. Pour quelles indications le prendre ? En cas de carence ? Tardyféron, Timoferol... Dans quels médicaments est-il présent ? Peut-il être délivré sans ordonnance ? Quels effets secondaires ?

Manque de fer sans anémie : comment est-ce possible ?

"Cela signifie qu'on est au début de la carence en fer et que l'atteinte n'est pas encore suffisamment importante pour parler d'anémie. En effet, quand on a un taux de ferritine qui est bas, cela veut dire qu'on a une carence en fer avérée mais que l'on n'est pas en anémie car celle-ci est signée par la baisse de l'hémoglobine", explique le spécialiste.

Carence en fer et grossesse

Manquer de fer pendant la grossesse est courant et parfaitement normal.

Néanmoins, il est important de la prévenir afin d'éviter une fatigue trop importante et de permettre au bébé de se développer correctement. Comment ? En commençant par intégrer dans son alimentation des aliments riches en fer ou en prenant une supplémentation si votre médecin juge cela nécessaire.

Épuisée, que faire contre la fatigue mentale ?



DANS NOTRE société actuelle, la fatigue glisse de plus en plus vers un versant psychologique et chronique. On parle de plus en plus de la fatigue mentale.

De plus en plus de personnes se plaignent de fatigue. Un mot parfois "fourre-tout" qui n'est plus seulement employé pour désigner la fatigue physique qui se caractérise par des courbatures, des douleurs et un manque d'énergie, mais aussi pour évoquer une certaine lassitude, une perte de sens et de volonté ou encore une intolérance à la contradiction.

Mais, que recouvre exactement le terme de fatigue mentale ?

Mettre en place les solutions en ciblant les causes

Une fois la cause identifiée, il va falloir agir en fonction :

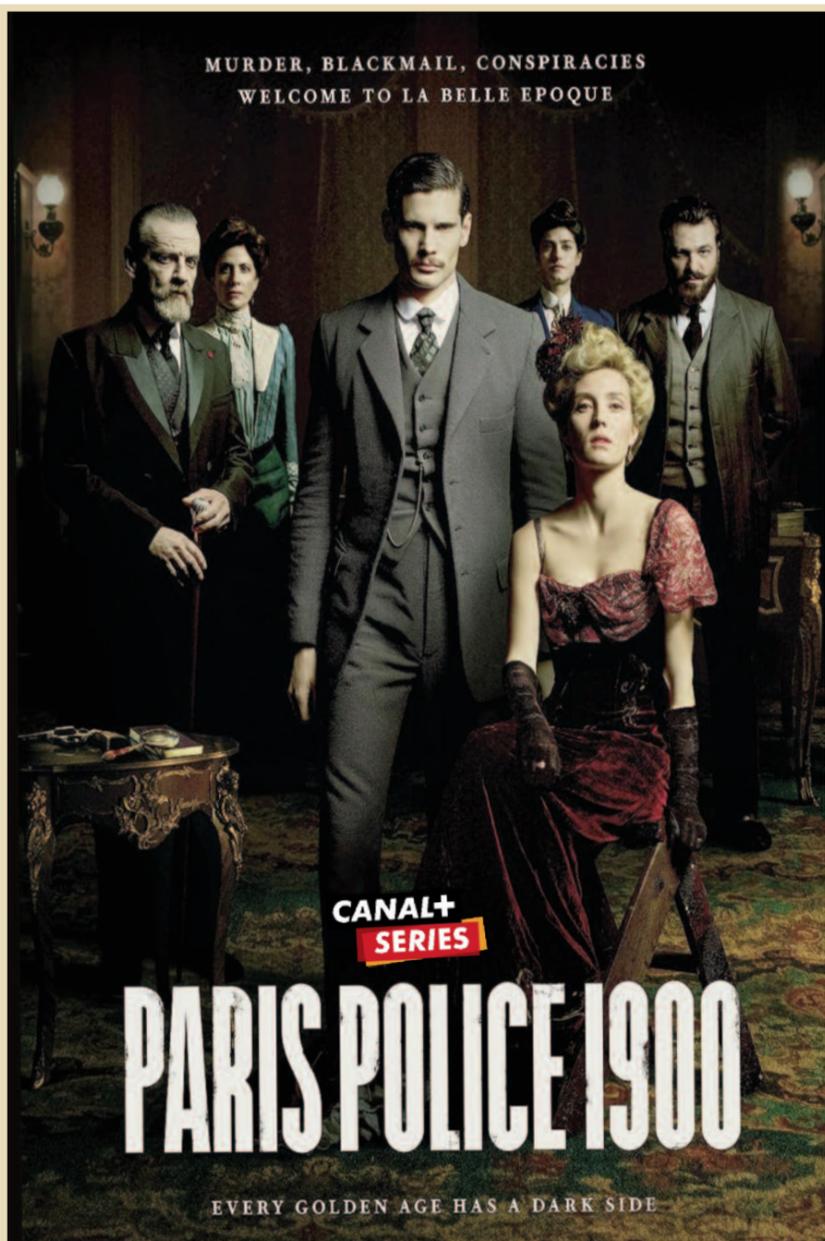
► Si votre travail vous prend énormément d'énergie, il ne faut pas hésiter à en parler avec votre supérieur hiérarchique afin de trouver des solutions, notamment déléguer une partie de vos tâches à l'un de vos collègues.

► A la maison : En cas de charge mentale importante, une discussion avec votre conjoint(e) s'impose pour mieux répartir les tâches du quotidien.

► Il est primordial de prendre chaque jour du temps pour soi et de lâcher prise.

► Un sommeil réparateur est également essentiel pour retrouver de l'énergie et avoir les idées claires.

"Le cerveau est un organe à part entière qui a besoin de se reposer.



QUE S'EST-IL VRAIMENT PASSE ?



télévision

PROGRAMME DU JOUR

- 21h00 Série dramatique Etats-Unis, 2022 **TF1**
The Resident
- 21h00 Série dramatique France, 2022 **2**
Tout cela je te le donnerai
- 20h00 Divertissement, 2024 **6**
Qui veut être mon associé ?
- 20h00 Humour, France 2023 **CANAL+**
C'est Montreux bébé ! (De Pagnol à Jul)
- 20h00 Magazine de société France 2022 **W9**
Que s'est-il vraiment passé ?
- 21h00 Film d'action Etats-Unis - France 2012 **CINE + PREMIER**
Lock Out
- 21h00 Comédie dramatique Etats-Unis - 2016 **6ter**
Captain Fantastic
- 20h00 Drame France, 2022 **CINE + PREMIER**
Simone, le voyage du siècle
- 21h20 Série policière - France, 2020 **C8**
Mongeville
- 20h00 Comédie dramatique, Italie - 2023 **CINE + CINEMA**
Vers un avenir radieux
- 22h31 Comédie États-Unis - 2000 **CINE + FAMILIA**
American Girls
- 21h00 Magazine de société France - 2022 **TMC**
Les reportages de Martin Weill



Série de suspense Royaume-Uni, 2022
Saison 1 Épisode 3/4

The Undeclared War

Vadim accepte un emploi secret pour affirmer son indépendance et entame une liaison avec sa collègue Marina. Ses talents sont vite repérés et il est contraint par le FSB de travailler sur le projet d'arme cybernétique. Sa loyauté va bientôt être .

22h46
Série dramatique France, 2021
Saison 1 Épisode 1/2

Paris Police 1900

Paris, 1899. Le président Félix Faure vient de mourir dans les bras de sa maîtresse. La République est au bord de l'explosion et le préfet Lépine est rappelé aux affaires. L'inspecteur Jouin est mobilisé pour l'enquête.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	05:51	12:43	15:37	18:00	19:26	05:55	12:48	15:43	18:06	19:30	06:09	13:02	15:58	18:20	19:45	05:58	12:53	15:55	18:18	19:38	06:16	13:09	16:04	18:27	19:52	06:21	13:13	16:09	18:32	19:57	06:24	13:17	16:13	18:36	20:00

LE JEUNE

N° 7811 — MERCREDI 7 FÉVRIER 2024

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



	Maximales	Minimales
Alger	19°	11°
Oran	20°	11°
Constantine	16°	3°
Ouargla	21°	6°

ALGÉRIE – ARABIE SAOUDITE

Hisser la coopération militaire

Le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, poursuivait hier sa visite en Arabie Saoudite, en qualité de représentant du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense. Il a été reçu avant-hier soir par le ministre de la Défense des Forces armées saoudiennes, le Prince Khalid Bin Salman Bin Abdulaziz Al Saud. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale



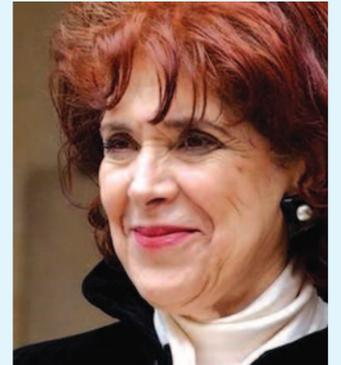
« Cette audience, à laquelle ont pris part de hauts responsables militaires des deux parties, a été consacrée à l'évaluation de l'état de la coopération bilatérale militaire entre l'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite, dont les relations fraternelles de longue date ont été tracées lors de nombreuses étapes déterminantes ayant marqué l'histoire commune des deux pays frères », a indiqué le communiqué. Lors de cette audience, « le Général d'Armée a prononcé une allocution dans laquelle il a

renouvelé ses remerciements pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé et à la délégation l'accompagnant », relève le communiqué. « Il a, par la même occasion, salué les liens bilatéraux historiques solides entre les deux pays, rappelant notamment le soutien inconditionnel du Royaume d'Arabie saoudite à la glorieuse Révolution de Libération nationale. Le Général d'Armée a également « souligné la volonté de l'ANP de promouvoir la coopération militaire entre les deux pays à de

plus hauts niveaux et à l'étendre à d'autres domaines d'intérêt commun », conclut le communiqué. Par ailleurs, Chanegriha s'est rendu au salon mondial de la Défense où il a visité certains stands d'exposition à l'image du stand du Royaume d'Arabie saoudite où d'amples explications relatives à la fabrication d'armements, de divers systèmes de communication, de satellites, de drones, ainsi qu'aux systèmes mécaniques et à la cybersécurité lui ont été fournies. Le Général d'Armée s'est égale-

ment enquis des entreprises russes spécialisées dans l'industrie aérospatiale et les systèmes de défense antichars, avant de recevoir des explications approfondies sur les dernières technologies en matière de systèmes de missiles, de stations radar et de contrôle autonome. Enfin, il a clôturé sa visite par le stand chinois, où il s'est enquis des dernières innovations techniques ayant trait à la fabrication de drones et de navires de guerre.

Hachemi B.



7° PRIX ASSIA DJEBAR DU ROMAN

Le jury installé

LE JURY de la 7^e édition du Grand Prix Assia Djebar du roman 2024, composé de sept membres, dont des universitaires, des critiques littéraires et des écrivains, a été installé hier par l'Agence nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP). Présidé par l'universitaire et spécialiste en patrimoine et littérature populaire Abdelhamid Bourayou, ce jury compte parmi ses membres la critique et universitaire Amina Belala, la poétesse et traductrice Lamis Saidi, le journaliste et écrivain Ahmed Ayad, le chercheur universitaire Mohamed Ouzeghla, l'écrivain Djaouad Rostom Touati et l'écrivain journaliste Yacine Zidane. Le jury ainsi composé évaluera en toute transparence « les romans participant au concours et sélectionnera le meilleur roman en langues arabe, amazighe et française ». Cette cérémonie d'installation marque le « coup d'envoi du Grand Prix Assia-Djebar du roman, dont les lauréats seront annoncés lors de la cérémonie de remise des prix qui se tiendra le 30 juin 2024 ». La date du début de dépôt des romans et les conditions de participation à la 7^e édition du Grand Prix Assia-Djebar du roman seront annoncées ultérieurement par le jury. Ce prestigieux prix littéraire, lancé en 2015 et portant le nom de l'écrivaine et universitaire Assia Djebar (1936-2015), récompense la meilleure œuvre littéraire écrite dans les trois langues arabe, amazighe et française, et se veut également un hommage à la richesse et à la diversité de la littérature algérienne, visant à promouvoir la création littéraire algérienne aux niveaux local et international. Le Grand Prix Assia Djebar du roman de la 6^e édition, a été attribué à Abdallah Kerroum pour son oeuvre en arabe, « Ettarhane » (ed. Khayal), à Muhend Akli Salhi pour son roman en tamazight « Tit d yilled, ayen i d qqarent tewriqin » (ed. Imtidad) et à Mohamed Abdallah pour son roman en français « Le vent a dit son nom » (ed. APIC). La cérémonie d'installation s'est déroulée sous la supervision de la présidente-directrice générale de l'ANEP, Sihem Derardja en présence de cadres de l'entreprise et de la famille de la presse.

S. N.

IMPLICATION DES JEUNES DANS LA VIE POLITIQUE

Le Conseil de la jeunesse mobilise ses troupes

LE PRÉSIDENT du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a lancé un appel à l'implication des jeunes dans la vie politique lors d'un forum régional à Constantine intitulé « la démocratie en milieu juvénile ». Le président du CSJ a ajouté que cette participation active contribuera à apporter le changement souhaité, lors de l'ouverture de ce forum en présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda et de jeunes représentant 15 wilayas de l'Est du pays. M. Hidaoui, a aussi insisté sur la nécessité pour les jeunes « d'adhérer à l'espoir et de s'engager dans le militantisme politique ». Il a ainsi souligné que le pays est le témoin d'un changement tangible grâce aux engagements des autorités et aux décisions du

président Abdelmadjid Tebboune. Il a exhorté les jeunes à saisir les opportunités offertes par les mesures prises en leur faveur, telles que l'entrepreneuriat, les start-up, les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'auto-entrepreneuriat. Pour sa part, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a renforcé cet appel en soulignant que le gouvernement travaille à préparer et mettre en œuvre des programmes visant à promouvoir la jeunesse et l'activité sportive. Il a insisté sur la nécessité d'investir dans la jeunesse et de leur accorder une plus grande attention. De son côté, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a mis l'accent sur les efforts de l'État pour développer les potentialités des jeunes. Il a mentionné les réformes entreprises par le président Tebboune, notamment l'article 73 de la Constitution de novembre 2020, soulignant l'importance de la participation des

jeunes dans la conception et l'évaluation des politiques publiques. Pour sa part, le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a également exprimé son soutien à l'implication des jeunes dans la vie politique, appelant à consolider la confiance en leurs capacités et dans les institutions de l'État. Il a souligné que la réussite du processus de changement et de réforme dépend du degré de participation des jeunes, encourageant leur engagement dans la démocratie participative. Lors de cette rencontre, les intervenants ont mis en lumière les efforts concertés des pouvoirs publics et de la société civile pour encourager la participation des jeunes dans la vie politique. L'accent a aussi été mis sur la nécessité de développer les compétences des jeunes, de renforcer leur citoyenneté et de favoriser leur implication dans la prise de décision pour contribuer au développement durable de l'Algérie.

Sihem B.